



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Villes et campagnes en Chine

C. AUBERT

Les réformes agricoles, en Chine, ont eu ce caractère particulier, ces dernières années, d'avoir été radicales tout en se faisant fort discrètes.

Sous le couvert équivoque des "systèmes de responsabilité", c'est à une véritable décollectivisation que les responsables chinois ont procédé, "sans tambour ni trompette", entre 1979 et 1982. Fin 1984, alors que le vocable "commune populaire" commençait à peine de disparaître de la terminologie officielle, l'agriculture était déjà dans une large mesure privatisée de facto. De la même manière, s'il a fallu attendre 1985 pour qu'il fut officiellement mis fin aux monopoles étatiques sur le commerce des produits agricoles, en fait, depuis plusieurs années déjà, l'existence de doubles prix, le gonflement des ventes hors-quota avaient dans la pratique perverti la logique initiale du système des livraisons obligatoires ⁽¹⁾.

Après les bouleversements de ces dernières années, les campagnes, actuellement, ne font plus guère parler d'elles, sauf pour illustrer les premiers aléas d'une réforme qui semble avoir d'ores et déjà épuisé son potentiel de renouveau économique : chute de la production céréalière après les récoltes-miracles de l'immédiate après-décollectivisation ⁽²⁾, extension du marché noir et des spéculations dans les villages livrés à eux-mêmes... Pourtant un phénomène nouveau, et tout aussi révolutionnaire que le retour à l'exploitation familiale du début des années 80, semble silencieusement faire irruption. Si l'on en croit la réputée démographe Judith Banister, du Bureau américain du recensement, la Chine tout d'un coup, après des décades de stagnation, s'urbaniserait à un rythme accéléré, les habitants des villes et cités passant de 21 % de la population totale en 1982 à déjà 37 % en 1986... pour devenir probablement majoritaires au tournant de ce siècle ! (Banister, Woodard, 1987). Les campagnes chinoises se couvriraient donc de villes nouvelles...

Si ce fait était confirmé, il s'agirait à l'évidence d'une évolution capitale, rompant avec plus de cinq siècles de ruralisation ⁽³⁾ de l'histoire de la Chine. Et cette évolution serait d'autant plus remarquable qu'elle se ferait sous l'impulsion d'un petit capitalisme d'origine rurale, la montée des petites villes nouvelles résultant de l'essor sans précédent d'entreprises rurales non étatiques, soumises aux lois du marché. Aurions-nous donc affaire à un tel capitalisme rural, fondant un nouveau tissu urbain encerclant les vieilles villes, sièges du noyau dur de l'économie socialiste ? ⁽⁴⁾.

Cette version nouvelle de l'"encercllement des villes par les campagnes" serait pour le moins un savoureux clin d'œil de l'histoire aux théories passées de feu Mao Zedong ou Lin Biao. Il s'agirait à coup sûr d'une situation éminemment nouvelle et lourde de conséquences à la fois pour le développement futur de la Chine et pour l'avenir de son régime.

Mais qu'en est-il exactement ?

⁽¹⁾ L'auteur a traité en détail de ces problèmes in Aubert, 1982, 1984, 1985.

⁽²⁾ Cf. Aubert, 1986 a. Pour les aléas des réformes agricoles, voir Aubert, 1986 b.

⁽³⁾ Après l'essor urbain qui culmine au XIII^e siècle (dynastie Song), avec près de 20 % de citadins dans la population totale, la Chine se "ruralise" à partir du XIV^e siècle et jusqu'au XIX^e, le taux d'urbains tombant alors à moins de 10 %, la multiplication des marchés ruraux se faisant alors au détriment du développement des grandes villes. Sur le tournant du XIV^e siècle, cf. Elvin, 1973, pp. 203-234. Sur le développement urbain passé, cf. Chao, 1986, pp. 43-63.

⁽⁴⁾ Cet article a fait l'objet d'une communication à la Huitième Conférence internationale à l'Université de Berkeley en Californie (7-10 août 1987).

UNE URBANISATION RÉSISTIBLE

Les chiffres officiels semblent donner raison à Judith Banister. La série présentée par la dernière livraison de l'Annuaire statistique de la Chine (tableau 1, colonne population urbaine (a)) montre ainsi qu'après avoir stagné aux environs de 17-18 % au cours des années 60 et 70, le pourcentage des urbains dans la population totale a dépassé les 20 % en 1981 pour atteindre 36,6 % à la fin de 1985.

Tableau 1. Taux d'urbanisation de 1952 à 1985 (en millions de personnes)

	Population totale de la Chine	Population urbaine (a)	% pop. totale	Population urbaine (b)	% pop. totale	Pop. urbaine (c)	% pop. totale	Pop. urbaine (d)	% pop. totale
1952	574,8	71,6	12,5	71,6	12,5	80*	13,9	56*	9,7
53	588,0	78,3	13,3	78,3	13,3				
54	602,7	82,5	13,7	82,5	13,7				
55	614,7	82,9	13,5	82,9	13,5				
56	628,3	91,9	14,6	91,9	14,6				
1957	646,5	99,5	15,4	99,5	15,4	112*	17,3	88*	13,6
58	659,9	107,2	16,2	107,2	16,2				
59	672,1	123,7	18,4	123,7	18,4				
1960	662,1	130,7	19,7	130,7	19,7	164	24,8	119*	18,0
61	658,6	127,1	19,3	127,1	19,3				
62	673,0	116,6	17,3	116,6	17,3				
63	691,7	116,5	16,8	116,5	16,8				
1964	705,0	129,5	18,4	99,2	14,1	130	18,4	99	14,0
65	725,4	130,5	18,0	101,7	14,0				
66	745,4	133,1	17,9	102,7	13,8				
67	763,7	135,5	17,7	103,5	13,6				
68	785,3	138,4	17,6	104,5	13,3				
69	806,7	141,2	17,5	105,5	13,1				
70	829,9	144,2	17,4	106,5	12,8				
71	852,3	147,1	17,3	107,5	12,6				
72	871,8	149,4	17,1	108,3	12,4				
73	892,1	153,5	17,2	109,6	12,3				
74	908,6	156,0	17,2	110,5	12,2				
75	924,2	160,3	17,3	111,7	12,1				
1976	937,2	163,4	17,4	112,4	12,0	163	17,4	112	12,0
77	949,7	166,7	17,6	116,2	12,2				
78	962,6	172,5	17,9	122,8	12,8				
79	975,4	185,0	19,0	133,6	13,7				
80	987,1	191,4	19,4	140,3	14,2				
81	1 000,7	201,7	20,2	146,6	14,6				
1982	1 015,4	211,5	20,8	152,9	15,1	212	20,8	153	15,1
83	1 025,0	241,3	23,5						
84	1 034,8	330,1	31,9						
1985	1 045,3	382,4	36,6			382	36,6	186*	17,8

Sources : TJNJ 1986 p. 91, KIRBY 1985 pp. 107, 114, 121, WEI Jinsheng in RKYJJ, n° 6, 1985, p. 29.

* Estimations ou interpolations.

(a) Population urbaine officielle ; (b) population urbaine estimée par Kirby ; (c) population urbaine totale (population "agricole" des banlieues et des bourgs incluse) ; (d) population urbaine "non agricole" (% Population totale : en pourcentage de la population totale).

Quelle urbanisation ?

Il n'est pas certain pour autant que l'urbanisation actuelle soit celle-là même suggérée par ces chiffres. En effet, la notion d'"urbain", en Chine comme ailleurs, est étroitement dépendante des définitions adoptées, et celles-ci semblent avoir passablement varié dans le temps ouvrant la voie à de multiples controverses.

En Chine, la population considérée comme urbaine est celle d'une part des résidents des "cités" (*shi*), pour la plupart supérieures à 50.000 habitants, et d'autre part de ceux des "bourgs" (*zhen*) ou petites villes, ayant plus de 2 à 3.000 habitants, en majorité non agriculteurs. La définition des "urbains" a surtout varié quant à l'exclusion ou non des résidents "agricoles" des populations des cités, et quant à la taille minimale et à la composition "non agricole" des bourgs pouvant être retenus comme urbains.

Pour les géographes Chan et Xu, la série officielle, de 1952 à 1985, est bien celle de la "population urbaine totale" (*shizhen zongrenkou*), incluant donc les résidents "agricoles" des proches banlieues (*jiaoku*) des cités, comme ceux des bourgs ou petites villes. Pour ces deux auteurs, la distinction "agricole/non agricole", régissant seulement l'accès réglementaire aux rations urbaines de grains alimentaires, n'est pas opérationnelle pour la définition du caractère urbain des populations (Chan, Xu, 1985). Jusqu'en 1982 du moins, les chiffres de la série officielle reflèteraient donc adéquatement le degré réel d'urbanisation de la Chine.

Pour l'urbaniste Kirby, cette même série n'englobe la population urbaine totale que depuis 1964, les chiffres des années précédentes ne portant que sur la fraction "non agricole" des cités et sur tout ou partie de la population des bourgs. Pour ce spécialiste, en ce qui concerne les cités du moins, seul doit être pris en considération le chiffre des "non-agricoles", certaines grandes villes ayant en effet annexé dans leurs banlieues de vastes étendues de terres agricoles dont les résidents paysans ne sauraient être assimilés à de véritables citadins (Kirby, 1985, pp. 54-102). Kirby propose donc une autre série de "population urbaine" (*chengzhen renkou*), plus restrictive, excluant les "agriculteurs" des cités, et abaissant de ce fait notablement le taux d'urbanisation en Chine (tableau 1, colonne population urbaine (b)).

Les données chinoises que nous avons pu consulter confirment l'interprétation de Kirby : avant 1964 la série officielle exclut les habitants agricoles des cités mais englobe par contre la totalité des populations, agricoles et non agricoles, des bourgs classés comme urbains (Wei 1985). Ceci est manifeste dans le détail des répartitions par taille des villes tel que nous les fournissons les recensements de 1953, 1964 et 1982, les données dont nous disposons pour 1953 et 1982 distinguant clairement population urbaine totale et population urbaine non-agricole (tableaux 2 et 3). Il est donc clair que cette série officielle n'est pas homogène et que les chiffres d'avant 1964 ne peuvent être comparés à ceux des années ultérieures.

Une autre difficulté vient du nombre de bourgs considérés comme urbains et qui n'a cessé de décroître d'un recensement à l'autre : ils étaient 5.404 en 1953, 3.148 en 1964 et 2.664 seulement en 1982 (contre un nombre de cités augmentant lui de 166 en 1953 à 244 en 1982). D'une part les normes minimales définies en 1955 (population supérieure ou égale à 2.000 habitants dont 50 % ou plus de non-agricoles, ou de 1.000 à 2.000 habitants dont plus de 75 % non-agricoles) n'ont pas été respectées en 1953, près de 1.700 bourgs administratifs ayant été ainsi abusivement comptés comme urbains, gonflant la population citadine de près de quatre millions de personnes. D'autre part,

Tableau 2. Répartition de la population urbaine totale en 1953, 1964, 1982 et 1985 (en millions de personnes)

Villes par tailles	1953			1964			1982			1985		
	Nb	Pop.	%	Nb	Pop.	%	Nb	Pop.	%	Nb	Pop.	%
Cités ≥ 2 M	4	13,97	27	7	25,80	29	13	43,76	30	13	46,20	22
1 - 1,99 M	5	7,05	13	9	12,97	14	25	31,62	22	44	54,84	26
0,5 - 0,99 M	16	11,29	21	34	25,10	28	47	33,21	23	85	60,61	29
0,3 - 0,49 M	10	3,96	8	30	11,96	13	48	18,52	13	78	30,40	14
0,1 - 0,29 M	68	11,95	23	69	13,19	15	89	16,74	11	93	19,29	9
< 0,1	63	4,27	8	19	1,37	1	22	1,40	1	11	0,53	—
Total Cités	166	52,49	100	168	90,39	100	244	145,25	100	324	211,87	100
Total Bourgs	5 402	33,71	39	3 148	40,0	31	2664	61,06	30	7 500*	170,57	45
Tot. Villes (a)	5 568	86,2	100	3 316	130,4	100	2 908	206,3	100	7 800*	382,44	100
Pop. totale dt % Cités		582,6			694,6			1 008,2			1 045,3	
dt % Toutes Villes			9			13			14,4			20,3
			14,8			18,8			20,5			36,6

Sources : 1953, 1964, 1982, WEI Jinsheng in RKYJJ, 1985, n° 6, p. 35 (recensements mi-année) ; 1985, TJNJ 1986, p. 94 (chiffres fin année).

(a) Total Villes = Total Cités + Total Bourgs

Tableau 3. Répartition de la population urbaine non-agricole en 1953, 1982 et 1985 (en millions de personnes)

Villes par tailles	1953			1982			1985		
	Nb	Pop.	%	Nb	Pop.	%	Nb	Pop.	%
Cités \geq M	9	11,61*	27 *	7	25,20	26	8	29,30	25
1 - 1,99 M		5,86*	13 *	13	16,85	17	14	18,17	15
0,5 - 0,99 M	16	9,38	22 *	28	19,93	21	30	21,92	19
0,3 - 0,49 M		3,25*	7 *	31	11,94	12	45	16,96	14
0,1-0,29 M	77	9,80*	23 *	105	19,55	20	150	26,78	23
< 0,1 M	62	3,63	8	55	3,65	4	77	5,13	4
Total Cités	164	43,53	100	239	97,12	100	324	118,26	100
Total Bourgs	5 404*	33,73	44	2 669*	46	32	7 500*	68 *	37
Tot. Villes (a)	5 568	77,26	100	2 908	143	100	7 800*	186 *	100
Population totale dt % Cités		582,6			1 008,2			1 045,3	
dt % Toutes Villes			7,5			9,6			11,3
			13,3			14,2			17,8
			11 **						

Sources : 1953, Kirby 1985 p. 150, 1982, TJNJ p. 107 et Kirby 1985 p. 150. TJNJ 1986 p. 94, (1982 et 1985 : chiffres fin année ; 1953 : chiffres mi-année).

(a) Total Villes = Total Cités + Total Bourgs (Total Bourgs 1953 : population agricole incluse)

* interpolations

** estimations (population agricole exclue).

en 1964, ces normes ont été non seulement respectées mais elles ont même été renforcées, les seuils passant à 2.500-3.000 habitants (à plus de 85 % non-agricoles) ou plus de 3.000 habitants (à plus de 70 % non-agricoles). En 1982 ces mêmes normes ont été retenues, tandis qu'étaient exclus par ailleurs 377 chefs-lieux de districts (*xian*) considérés par trop agricoles (Kirby, 1985, pp. 73-85 ; Zheng, 1983) ... La diminution du nombre des bourgs de 1953 à 1982 reflète donc l'application de normes plus strictes pour la définition des villes. Elle reflète aussi, nous y reviendrons, la stagnation du développement des bourgades urbaines tout au long de cette période.

Pour les années repères 1952, 1957, 1960, 1964, 1976, 1982 et 1985, nous avons essayé d'établir des chiffres cohérents, tant pour la population urbaine totale, que pour la population urbaine non-agricole, en tenant compte de ces changements de définition, en tenant compte aussi de ce que les chiffres officiels d'urbains non-agricoles après 1964 excluent la fraction agricole des bourgs urbains. (tableau 1, colonnes population urbaine totale, population urbaine non-agricole). Pour la population urbaine non-agricole de 1952 à 1982, nous avons repris en fait la série de Kirby, en y retranchant pour les années antérieures à 1964 les douze millions d'habitants agricoles des bourgs, et quatre millions supplémentaires avant 1955 pour exclure les bourgs abusivement classés comme urbains. Pour grossières que soient ces corrections, les chiffres obtenus semblent proches des données ponctuelles publiées par ailleurs par les démographes chinois (par exemple, Zhou Yixing, in Zhou, 1984, cite des taux de population urbaine non-agricole de 13,1 % pour 1957 et 16,6 % pour 1960, nos estimations étant respectivement de 13,6 % et 18 %).

Le contraste entre les deux séries de populations urbaines que nous avons ainsi obtenues est tout à fait saisissant. Certes leurs évolutions sont parallèles jusqu'en 1982, mais le décalage des niveaux d'urbanisation respectifs qu'elles impliquent est considérable. Pour la population urbaine totale, après la rapide progression des années 50 et le pic éphémère de 1960, le niveau d'urbanisation reste stagnant autour de 17-18 % de la population totale au cours des années 60 et 70, avant de remonter à 21 % en 1982. Mesuré au travers de la population urbaine "*stricto sensu*", non agricole, le taux d'urbanisation se situe à un niveau infiniment plus bas, allant d'ailleurs en régressant, de 14 % à 12 % seulement de la population totale de 1964 à 1976, et ne remontant qu'à 15 % en 1982.

Les évolutions divergent totalement après 1982. La population urbaine totale se gonfle brusquement pour atteindre 37 % des habitants de la Chine en 1985, tandis que la population urbaine non-agricole, dont la progression s'accélère aussi, ne compte encore que pour 18 % des habitants à cette même date, soit moitié moins que le chiffre précédent. La différence spectaculaire entre ces deux saisies de la population urbaine tient essentiellement à la population des bourgs. Entre 1982 et 1985 leur nombre est passé de 2.700 (3.050 en tenant compte de tous les chefs-lieux de districts), à plus de 7.500 (cf. *China Daily*, 8 décembre 1986), alors que leur composante "agricole" devenait prépondérante (25 % seulement de la population totale des petites villes était constituée d'"agricoles" au recensement de 1982, près de 60 % dans notre estimation de 1985, cf. tableaux 2 et 3).

Peut-on raisonnablement considérer comme "urbaine" la population de cette masse de nouvelles bourgades, ou agglomérations de gros villages ? Les

résultats des enquêtes disponibles en font quelque peu douter ⁽⁵⁾. Ces enquêtes montrent en effet que la population des nouveaux bourgs "urbains" ainsi constitués était en majeure partie composée de villageois ayant encore leur domiciliation et une partie de leur famille dans leurs villages d'origine d'où ils font l'aller-retour pour travailler dans les bourgades en plein essor.

A l'échelon de la Chine entre 1982 et 1985, la population urbaine totale de telles bourgades est passée de 61 millions de personnes (30 % des urbains totaux) à plus de 170 millions (45 % : près de la moitié de la "population urbaine totale" !) (Cf. tableau 2). La majeure partie de leurs habitants est composée, en fait, de travailleurs employés à la fois en ateliers et dans les champs (*yigong, yinong*), n'ayant pas vraiment rompu leurs attaches villageoises, que de véritables citadins. Si l'augmentation du nombre des bourgs désormais considérés comme urbains traduit bien d'une certaine manière une évolution profonde et réelle des activités rurales, - nous aurons l'occasion d'y revenir -, il nous semble donc plus prudent d'en mesurer l'impact quant à l'urbanisation de la Chine en n'en recensant que la population "non-agricole", même si concrètement, dans une bourgade donnée, la distinction "agricole/non-agricole" (ayant droit aux rations) n'est pas toujours significative.

De la même manière, en ne retenant que la fraction "non-agricole" de la population des cités, nous éliminons les cas, manifestement abusifs, de certaines "grandes villes" artificielles (cas courants dans les régions minières) ne comptant que de 10 à 50 % de non-agricoles : ainsi Xintai au Shandong, avec 1,16 million d'habitants fin 1985 ne comportait que ... 170.000 non-agricoles, Puyang au Henan 130.000 non-agricoles pour 1,09 million d'habitants, etc ... Au total, sur 57 villes de plus d'un million d'habitants (population urbaine totale), à cette date, 21 comportaient une majorité de résidents "agricoles" ! (Cf. liste in Xinhua, 1986).

Des deux séries possibles de population urbaine, nous considérons donc que seule celle des "urbains non-agricoles" permet de mesurer avec quelque degré de vraisemblance le degré réel d'urbanisation de la Chine. Et il nous faut bien constater alors, qu'avec 12 % seulement d'urbains en 1976, la Chine était massivement plus rurale que l'Inde à la même époque, le taux de 18 % atteint en 1985 ne constituant que le retour à une situation plus normale eu égard au niveau de développement de la Chine.

Ce retard massif de l'urbanisation au cours des années 60 et 70 n'a pas été un phénomène spontané, mais a bien résulté d'une volonté politique affirmée et servie par de puissants moyens bureaucratiques et policiers. Ce fait est bien démontré par l'analyse des migrations villes- campagnes que nous pouvons maintenant aborder.

LES MIGRATIONS VILLES-CAMPAGNES

Nous avons reconstitué le détail de ces migrations (tableau 5) en nous aidant des calculs sur les croûts naturels urbains réalisés par Kirby et auxquels

⁽⁵⁾ Ainsi, la région de Yiyang (Hunan) comportait-elle, en 1978, 5 petites villes, chefs-lieux de districts (*xian*), d'environ 40.000 personnes chacune, et 14 bourgs urbains de 13.000 personnes (à 87 % non-agricoles) contre 209 chefs-lieux de communes populaires de 2.500 personnes chacun et 3.350 villages d'environ 1.000 habitants, soit une population urbaine d'à peine 400.000 personnes pour une population totale de 4,3 millions d'habitants : moins de 10 % d'urbains, au sens large, reflétant bien la faible urbanisation de cette région agricole représentative de la Chine intérieure. En 1985, on comptait toujours les cinq mêmes villes de 40.000 habitants et les 3.350 villages, par contre le nombre de bourgs urbains avait été multiplié par trois, 42 bourgs, de 13.000 personnes toujours ... mais dont 41 % seulement de non-agricoles. Si la population urbaine totale passait à 750.000 personnes, 16 % des 4,6 millions d'habitants de 1985, la population urbaine "non-agricole" ne changeait guère avec toujours près de 400.000 personnes. Cf. Xie, Shi, 1985.

nous avons seulement apporté quelques corrections ainsi qu'une périodisation plus fine.

Dans ces migrations, qui ne tiennent compte que des populations urbaines non-agricoles, nous pouvons distinguer six phases bien distinctes. La première phase, de 1952 à 1957, est celle d'une urbanisation relativement rapide, corollaire de l'industrialisation alors lancée par le Premier Plan quinquennal ; sur 12 millions de nouveaux ruraux apparus chaque année du fait du croît démographique naturel, près de 4 millions, le tiers, émigrent vers les villes. La seconde phase, 1957-1960, voit l'emballement du Grand Bond et le gonflement disproportionné des villes qui en résulte, l'exode rural touchant jusqu'à 15 millions de personnes pour la seule année 1959. L'effondrement économique qui survient alors, avec son cortège de morts par famine, est suivi d'une réduction drastique de la population urbaine lors de la troisième phase, 1960-1964, par renvoi autoritaire des nouveaux immigrés dans leurs villages d'origine, 32 millions de personnes étant ainsi chassées des villes. L'on retombe alors au niveau d'urbanisation de 1957, lequel va d'ailleurs globalement s'amoinrir tout au long d'une quatrième et longue phase, 1964-1976 : les migrations nettes des villes vers les campagnes totalisent pour cette période 5 millions de personnes. Ce flux migratoire négatif affectant les villes cache en fait un exode rural très faible, mais réel, si l'on tient compte des 17 millions de jeunes urbains instruits envoyés d'autorité à la campagne lors de la Révolution culturelle, alors que 12 millions de ruraux devenaient par ailleurs citadins : un million de personnes par an, exode rural dérisoire comparé au croît naturel de 18 millions de nouveaux ruraux chaque année pendant le même temps. Cet exode rural, toutefois, s'amplifie quelque peu, avec près de 3 millions de personnes par an, au cours de la cinquième phase, 1976-1982, tandis que les jeunes instruits retournent massivement dans les villes après la mort de Mao Zedong (1976). La sixième phase, 1982-1985, marque véritablement une rupture, avec un triplement de l'exode rural qui touche cette fois près de 10 millions de personnes par an, soit pour la première fois un nombre supérieur au croît démographique des campagnes, alors des plus réduits.

L'amplitude des variations de ces migrations, comme leurs changements de sens témoignent de l'importance capitale du contrôle autoritaire des flux de population, du moins du vivant de Mao Zedong. L'instrument central de ce contrôle a été, et reste toujours, l'institution du "*bukou*", l'enregistrement policier des populations dans leurs lieux de résidence (le plus souvent ceux-là mêmes de naissance pour les ruraux) qu'elles ne peuvent changer à leur gré. Cette affectation à résidence des citoyens était doublée, jusqu'à une date récente, par un strict rationnement des céréales dans les villes, et leur interdiction sur les marchés libres, par l'interdiction pour les ruraux de voyager sans autorisation visée par les autorités locales ... (Kirby, 1985, pp. 21-53).

Ce contrôle autoritaire a permis de renvoyer chez eux les paysans qui avaient pénétré les villes à la faveur du Grand Bond, a autorisé l'envoi des jeunes urbains diplômés du secondaire dans de lointaines campagnes, il a surtout presque totalement interrompu tout exode rural pendant la majeure partie des années 60 et 70.

Pendant toute cette période la structure urbaine n'a en fait guère changé. La répartition de la population des cités supérieures à 100.000 habitants (tableau 4) a fort peu évolué entre 1953 et 1982, avec une forte proportion de très grandes villes (près de la moitié de ces citadins dans des villes supérieures à 1 million de personnes), une proportion plus faible de villes moyennes, allant toutefois en augmentant (environ un tiers des citadins dans les villes de 300.000 à 1 million de personnes), et une base très étroite de petites cités

(entre 100.000 et 300.000 personnes) s'amenuisant sans cesse. La part des bourgs dans cette population urbaine non-agricole est elle aussi restée constante, avec environ 30 % du total.

Tableau 4. Répartition de la population des cités de plus de 100.000 personnes en 1953, 1964, 1982, 1985 (a)

	Population urbaine totale				Pop. urbaine non agricole		
	1953	1964	1982	1985	1953	1982	1985
	%	%	%	%	%	%	%
Cités ≥ 2 M	29	29	30	22	29	27	26
1 - 1,99 M	15	15	22	26	15	18	16
0,5 - 0,99 M	23	28	23	29	23	21	19
0,3 - 0,49 M	8	13	13	14	8	13	15
0,1 - 0,29 M	25	15	12	9	25	21	24
Total Cités $> 0,1$ M	100	100	100	100	100	100	100

(a) Nomenclature et sources, Cf. tableaux 2 et 3.

Tableau 5. Migration villes-campagnes de 1952 à 1985
(en millions de personnes)

1952-1957	
Pop. Totale :	575 \rightarrow 647 \rightarrow + 72 (+ 2,4 % par an). (a)
Pop. Urb. non agricole :	56 \rightarrow 88 \rightarrow + 32 (+ 9,5 %) dt Croît natur. + 13, Migrations + 19 (3,8 m/an)
Pop. Rurale :	519 \rightarrow 559 \rightarrow + 40 (+ 1,5 %) dt Croît natur. + 59, Migrations - 19.
1957-1960	
Pop. Totale :	647 \rightarrow 662 \rightarrow + 15 (+ 0,8 %) (dt. - 10 np en 1960)
Pop. Urb. non agricole :	88 \rightarrow 119 \rightarrow + 31 (+ 10,6 %) dt Croît natur. + 6, Migrations + 25 (8,3 m/an)
Pop. Rurale :	559 \rightarrow 543 \rightarrow - 16 (- 1 %) dt Croît natur. + 9, Migrations - 25.
1960-1964	
Pop. Totale :	662 \rightarrow 705 \rightarrow + 43 (+ 1,6 %) (dt. - 4 np en 1961)
Pop. Urb. non agricole :	119 \rightarrow 99 \rightarrow - 20 (- 4,5 %) dt Croît natur. + 12, Migrations - 32 (- 8 m/an)
Pop. Rurale :	543 \rightarrow 606 \rightarrow + 63 (+ 2,8 %) dt Croît natur. + 31, Migrations + 32
1964-1976	
Pop. Totale :	705 \rightarrow 937 \rightarrow + 232 (+ 2,4 %)
Pop. Urb. non agricole :	99 \rightarrow 112 \rightarrow + 13 (+ 1 %) dt Croît natur. + 18, Migrations - 5 - 17 J.I. (b) + 12 m (1 m/an)
Pop. Rurale :	606 \rightarrow 825 \rightarrow + 219 (+ 2,6 %) dt Croît natur. + 214, Migrations + 5.
1976-1982	
Pop. Totale :	937 \rightarrow 1 015 \rightarrow + 78 (+ 1,3 %)
Pop. Urb. non agricole :	112 \rightarrow 153 \rightarrow + 41 (+ 5,3 %) dt Croît natur. + 8, Migrations + 33 + 17 J.I. (b) + 16 m (2,7 m/an)
Pop. Rurale :	825 \rightarrow 862 \rightarrow + 37 (+ 0,7 %) dt Croît natur. + 70, Migrations - 33.
1982-1985	
Pop. Totale :	1 015 \rightarrow 1 045 \rightarrow + 30 (+ 1 %)
Pop. Urb. non agricole :	153 \rightarrow 186 \rightarrow + 33 (+ 6,7 %) dt Croît natur. + 4, Migrations + 29 (9,7 m/an)
Pop. Rurale :	862 \rightarrow 859 \rightarrow - 3 (~) dt Croît natur. + 26, Migrations - 29.

m/an : millions par an

(a) Les chiffres en % sont des taux de croissance annuelle des populations

(b) J.I. : Jeunes Instruits.

Sources : TJNJ 1986 p. 91, Kirby 1985 pp. 107, 114, 121 et estimations.

La reprise de l'exode rural à la fin des années 70 et sa présente accélération, marquent au contraire un effacement progressif des contrôles autoritaires. Les paysans ont en effet le droit de s'installer définitivement dans les bourgs depuis 1984 (d'où l'essor des petites villes depuis deux ans), ils peuvent aussi circuler partout à leur guise pour commercer ou travailler (sans pouvoir toutefois changer leur "*hukou*") et le monopole étatique sur le commerce de détail des grains a été levé ... (Aubert, 1985). Ces modifications, atténuant le contrôle des migrations sans pour autant le supprimer totalement, sont évidemment la contrepartie des réformes agricoles qui sont intervenues après la mort de Mao et le retour au pouvoir des pragmatistes réformateurs. Le retour à des flux migratoires moins entravés que par le passé a permis un rééquilibrage de la structure urbaine. Les grandes cités plus étroitement contrôlées ont perdu quelque peu de leur importance relative au bénéfice des moyennes et petites cités (tableau 4). Surtout les petites villes ont bénéficié d'un essor sans précédent, passant de 30 % environ du total des urbains non-agricoles à près de 40 % (tableau 3).

Même si l'importance du tournant de ces dernières années n'est pas aussi considérable que pouvaient le suggérer les chiffres officiels d'urbanisation, ce tournant n'en est donc pas moins réel. Et d'ores et déjà son impact sur l'évolution du secteur rural est déjà sensible, déterminant peut-être pour l'avenir de l'ensemble de l'économie chinoise.

DES CAMPAGNES SURPEUPLÉES

Le renversement de tendance observé ces dernières années, et consécutif aux réformes agricoles initiées à la fin des années 70, nous conduit donc à opposer dans l'évolution des campagnes deux grandes périodes : d'une part celle de la collectivisation, s'achevant dans sa forme pure et dure lors de l'été 1978 (3ème Plenum du 11ème Congrès du PCC sanctionnant le changement de politique rurale, décembre 1978), d'autre part celle de la libéralisation dans les campagnes, avec la décollectivisation de 1979-1982 et les évolutions qui ont suivi.

En période d'agriculture collective

La première période, de la collectivisation, dont nous pouvons mesurer les effets au terme des années repères 1957-1976, peut être caractérisée comme le temps d'une véritable "involution agricole".

Certes la production agricole a considérablement augmenté de 1957 à 1976. Les récoltes de grains ont cru de 50 %, passant de 191 millions de tonnes à 286 millions, avec une croissance annuelle moyenne de 3,5 % de 1964 à 1976, les rendements à l'hectare doublant pour le blé et le maïs, ... (TJNJ, 1986, pp. 174-180), globalement, la valeur brute de la production agricole augmentait aussi de moitié, cette progression, effectuée pour l'essentiel après la catastrophe du Grand bond, reflétant la révolution verte qui traverse alors les campagnes chinoises.

La productivité du travail a-t-elle pour autant pareillement progressé ?

Pour mesurer cette productivité, il faut bien sûr connaître d'abord le nombre exact des travailleurs agricoles tout au cours de la période considérée. Les statistiques officielles nous offrent deux séries chiffrées (que nous avons dû partiellement reconstituer) : celle de la main-d'œuvre rurale (collective et

individuelle, se rapportant donc à la "population campagnarde" des communes ou cantons) et celle de sa composante agricole (colonnes main-d'œuvre rurale et main-d'œuvre agricole officielle du tableau 6). Cette dernière incluant toutefois certains travailleurs saisonniers des industries villageoises, nous avons établi une série plus restrictive de la main-d'œuvre agricole (main-d'œuvre agricole estimée du tableau 6), ne comportant que les agriculteurs à temps plein (leur chiffre ayant été obtenu en déduisant de la main-d'œuvre rurale la totalité des effectifs des entreprises rurales non-agricoles ainsi que les personnels d'éducation, de santé et d'administration).

Tableau 6. Main-d'œuvre totale, rurale, agricole de 1952 à 1985
(en millions de personnes)

	Main-d'œuvre totale en Chine	Population rurale campagnarde officielle (a)	Main-d'œuvre rurale (b)	% Pop. camp.	% Main-d'œuvre totale	Main-d'œuvre agricole of.	Entreprises rurales (c)	Educ., Santé (d)	Main-d'œuvre agricole estimée (e)	% Main-d'œuvre rurale	% Main-d'œuvre totale
1952	207	520	182	35	88	173	7*	2*	173	95	84
1957	238	560	206	37	87	193	11*	2*	193	94	81
1960	230*	540	182*	34	79	170	10*	2*	170	93	74
1965	287	624/591	235	40	82	234	2*	3*	230	98	80
1976	388	825/787	301	38	78	291*	18*	4*	279	93	72
1977	394	833/797	303	38	77	291*	20*	4*	279	92	71
1978	399	840/803	303	38	76	291*	23	4*	276	91	69
1979	406	842/807	306	38	75	291	24	4*	278	91	68
1980	419	847/811	314	39	75	298	25	4*	285	91	68
1981	433	854/819	322	39	74	307	26	4*	292	91	67
1982	447	862/828	333	40	74	312	28	4*	301	90	67
1983	460	835	343	41	75	317	29	5	309	90	67
1984	476	843	354	42	74	317	49	5	300	85	63
1985	499	859/844	371	44	74	304	67	6	298	80	60

Sources : TJNJ 1986 p. 124, TJNJ 1983 pp. 122, 147, 206, NYNJ 1981 p. 9, NYNJ 1982 p. 16, NYNJ 1983 p. 19, NYNJ 1985 p. 120, NYNJ 1986 pp. 152-154

* Estimations.

(a) Population campagnarde, ie des communes ou cantons ; (b) Main-d'œuvre rurale collective et individuelle totale ; (c) Main-d'œuvre non agricole des entreprises rurales ; (d) Personnel rural d'éducation, de santé et d'administration ; (e) Main-d'œuvre agricole estimée résultante.

Rapportées au nombre des travailleurs agricoles, les performances de l'agriculture collectivisée apparaissent infiniment moins brillantes. La production annuelle de grains par main-d'œuvre agricole (stricto sensu) ne progresse pas de façon significative (0,99 tonne en 1957, 1,03 tonne en 1976 ; tubercules inclus, comptés au 1/5e de leur poids), tandis que les cultures industrielles s'effondrent (8,5 kg de coton, 21,7 kg d'oléagineux par main-d'œuvre en 1957, contre respectivement 7,4 et ... 14 kg en 1976) (TJNJ, 1986. pp. 174-180). Globalement, la valeur brute de la production agricole par travailleur augmente certes légèrement dans le même temps, passant de 112 (indice 100 en 1952) à 117 (Cf. tableau 7), mais cette augmentation n'est pas très significative car grevée par la valeur croissante des intrants industriels, massivement employés en fin de période (370.000 tonnes d'engrais chimiques (éléments fertilisants) seulement épandus en 1957, contre 5,77 millions de tonnes en 1976). Une mesure plus juste de la productivité du secteur rural est donnée par l'évolution du "revenu agricole", (net des dépenses de production mais comp-

tant en revanche les revenus des petits ateliers villageois) : rapporté au nombre officiel des travailleurs agricoles (les ouvriers saisonniers des ateliers villageois étant donc comptés), ce revenu agricole baisse entre 1957 et 1976 (indice 108 en 1957, 100 en 1976).

Tableau 7. Variation de la productivité du travail agricole entre 1952 et 1985 (base 100 en 1952)

	Revenu agricole (a)	Main- d'œuvre agricole officielle (b)	Revenu agricole/ main-d'œu. officielle agricole	Valeur brute production agricole (c)	Main- d'œuvre agricole estimée (d)	Produit brut agricole/ main-d'œuvre estimée	Production de grains (e)	Production de grains/ main-d'œuvre agricole estimée
1952	100	100	100	100	100	100	100	100
1957	120,1	111,6	107,6	124,8	111,6	111,8	118,7	106,4
1960	83,6	98,3	85,0	96,4	98,3	98,1	86,7	88,2
1965	122,9	135,3	90,8	135,7	132,9	102,1	121,0	91,0
1976	168,4	168,2	100,1	188,3	161,3	116,7	178,2	110,5
1977	166,6	168,2	99,0	187,4	161,3	116,2	175,9	109,0
1978	174,6	168,2	103,8	202,7	159,5	127,1	196,4	123,1
1979	187,2	168,2	111,3	218,2	160,7	135,8	206,7	128,6
1980	188,3	172,3	109,3	229,0	164,7	139,0	199,5	121,1
1981	202,4	177,5	114,0	243,9	168,8	144,5	202,2	119,8
1982	225,9	180,3	125,3	271,2	174,0	155,9	220,6	126,8
1983	247,6	183,2	135,2	292,5	178,6	163,8	241,0	134,9
1984	283,5	183,2	154,7	328,2	173,4	189,3	253,5	146,2
1985	301,6	184,4*	163,6	339,5	172,3	197,0	235,9	136,9

NB : (a) Revenu agricole (industries de villages incluses) ; (b) Nombre officiel de main-d'œuvre agricole ; (c) Valeur Brute de la production agricole (industries villageoises exclues) ; (d) Nombre estimé de la main-d'œuvre agricole ; (e) Production de grains rectifiée pour 1957 et 1960.

* Estimations

Sources : TJNJ 1986 pp. 44, 53, 167, 180 et tableau n° 6.

Cette stagnation, voire légère régression, de la productivité agricole au sein d'une agriculture pourtant en expansion est bien le signe d'une réelle involution⁽⁶⁾. Cette involution se caractérise aussi par une non diversification des productions, avec la priorité officielle accordée au seul développement des céréales (la sole occupée par les cultures industrielles reste stagnante de 1957 à 1976, avec 9 % seulement de la superficie totale des récoltes) (TJNJ, 1986, p. 174), avec aussi l'effondrement des revenus non agricoles dans les budgets paysans. Mesurée dans un échantillon représentatif de familles paysannes de la province du Hubei, la part de ces revenus est ainsi passée de 15 % en 1954 à 11 % en 1964 et ... 6 % seulement en 1974 (Cf. tableau 8).

Cette involution est enfin celle d'un repli sur soi, d'une autarcie grandissante des campagnes chinoises. La part commercialisée des productions, qui atteignait 43 % en 1957, n'était plus que de 39 % en 1976. Dans le même temps les livraisons brutes de grains passaient de 25 % des récoltes à 20 % seulement ... (Cf. tableau 9).

Nous n'analyserons pas ici les causes multiples de cette involution, en particulier l'application de bas prix administratifs pour les livraisons obligatoires qui ont déprimé les productions et découragé les ventes paysannes.

⁽⁶⁾ La notion d'"involution" a été d'abord proposée, dans un contexte très différent, par Clifford Geertz (Geertz, 1963). Nous l'utilisons ici dans un sens plus restrictif.

Nous voudrions surtout insister sur ce facteur essentiel, directement lié aux relations villes-campagnes qui sont l'objet de cette étude, qu'a été la surpopulation rurale croissante dans le contexte du contrôle rigoureux de toute migration.

La Chine, alors, offre en effet ce paradoxe d'une main-d'œuvre agricole augmentant en chiffres absolus de 86 millions de personnes (193 millions de travailleurs en 1957, 279 millions en 1976), tandis que dans le même temps les équipements mécaniques agricoles croissaient à un rythme accéléré : moins de 15.000 tracteurs en 1957, 1,2 million de tracteurs et motoculteurs en 1976, 0,6 million de chevaux vapeur pour l'irrigation mécanique en 1957, 54 millions en 1976 ... (NYNJ, 1980, p. 39). Rien d'étonnant dans ces conditions que les tracteurs ne se soient pas substitués au travail agricole et aient servi essentiellement aux transports et non pour les façons culturales.

La main-d'œuvre agricole disponible, déjà nombreuse au départ (1,7 travailleur agricole par hectare cultivé en 1957) est devenu pléthorique (2,8 travailleurs par hectare en 1976) tandis que tout exode rural était rendu quasiment inexistant après les renvois massifs de population à la campagne au début des années 60 (Cf. supra). Les structures collectives de production, en organisant étroitement les activités paysannes ont en effet offert aux autorités le moyen d'un contrôle absolu de la population rurale, interdisant pratiquement à cette dernière toute migration non autorisée vers les villes. Même si la mobilisation de la main-d'œuvre pour les travaux collectifs a permis d'améliorer les infrastructures foncières et hydrauliques, elle n'en a pas moins découragé par ailleurs les activités non-agricoles de morte-saison, entreprises tradi-

Tableau 8. Provenance des revenus des familles paysannes dans le Hubei

	1954		1964		1974		1979		1982		1984	
	Yuan	%	Yuan	%	Yuan	%	Yuan	%	Yuan	%	Yuan	%
Revenu total par personne	83,5	100	118	100	106,2	100	161,8	100	286,1	100	392,3	100
dt Agriculture	71,0	85	105,0	89	100,1	94	147,8	91	231,9	81	300,4	77
Artisanat	4,3	5	1,4	1	0,9	1	0,9	1	2,3	1		
Construction et transport	1,3	2	0,5		~	~			18,1	6		
Commerces restaurants et services	0,3	~	0,8	1	~	~	1,6	1	1,9	1		
Salaires industriels et divers (a)	6,6	8	10,3	9	5,2	5	11,5	7	24,0	8		
Revenu total non agricole	12,5	15	13,00	11	6,1	6	14,0	9	54,2	19	91,9	23
(dt Revenu du travail)	(6,7)	(8)	(5,4)	(5)	(4)	(4)	(7,3)	(5)	(33,5)	(12)	(55,7)	(14)

(a) Salaires industriels et ressources diverses non agricoles.

Sources : 1954 à 1982, Samuel Ho 1986 p. 37 ; 1984, *Hubei Tongji Nianjian*, 1986 p. 365.

tionnellement dans le cadre des familles, entraînant la chute que nous avons observée dans la part des revenus non-agricoles des foyers paysans. En contrepartie, l'organisation collective des travaux agricoles a permis d'absorber dans sa totalité toute la main-d'œuvre disponible ... au prix, nous l'avons vu, d'une baisse générale de productivité.

Cette absorption massive de main-d'œuvre dans l'agriculture collective a masqué un sous-emploi grandissant du travail agricole. Il est évidemment extrêmement difficile de mesurer le surplus de main-d'œuvre, non réellement nécessaire pour un même niveau de production, et que les collectifs de travail ont employé pour les façons culturales sans réel bénéfice économique. Les autorités chinoises ont, par la suite, estimé que ce surplus touchait à la fin des années 70, entre le tiers et la moitié de la main-d'œuvre rurale, soit 100 à 150 millions de travailleurs en surnombre qui auraient dû s'employer plus utilement ailleurs. Ces chiffres colossaux ont été corroborés par les analyses, apparemment plus scientifiques, réalisées par des économistes de Chine populaire (Li Qz, 1986 a ; Liu, 1987).

Cette notion de "surplus de main-d'œuvre" est toutefois discutable et toute relative puisqu'une large fraction de ces travailleurs mal occupés en temps normal est en fait nécessaire lors des pointes de travail de pleine saison agricole. On mesure mieux ce sous-emploi masqué dans les communes populaires, nous semble-t-il, par une analyse précise des temps de travaux agricoles.

Au cours de l'automne 1981, nous avons enquêté dans plusieurs provinces de la Chine afin de déterminer, sur la base des descriptions faites par les paysans dans l'état de la technologie alors employée, les temps de travaux réellement nécessaires pour les principales récoltes effectuées. Les chiffres moyens obtenus, sur la base de normes de travail très généreuses (souvent doubles de celles que nous avons observées à Taiwan), étaient les suivantes : 80 jours de travail pour un hectare de blé, 90 jours pour le maïs, 200 jours pour le riz (une récolte) ... (Aubert, 1981). Ces moyennes, couvrant de très grandes variations locales, n'ont bien sûr valeur que d'ordre de grandeur. Elles étaient déjà notablement plus élevées que les chiffres correspondants relevés cinquante ans plus tôt par Buck dans les mêmes provinces de la Chine : 50 jours pour le blé ou le maïs, 120 jours pour le riz ... (Buck, 1937) ; les gains de temps réalisés depuis par la mécanisation de l'irrigation avaient donc été plus que compensés par l'intensification des façons culturales pour l'entretien des champs (fumure, désherbages, etc ...) tandis que les labours et les récoltes restaient toujours non mécanisés. Or ces moyennes, calculées délibérément à un niveau élevé, se révélaient très inférieures aux temps de travaux qui avaient été effectivement comptés aux paysans par les responsables des collectifs à la fin des années 70, avant la décollectivisation : en 1976, les moyennes pour l'ensemble de la Chine étaient de ... 450 jours de travail pour un hectare de blé ou de maïs, 600 jours pour une récolte de riz ! (NYSC, 1984, pp. 642-644). Même si les journées ainsi comptabilisées étaient en partie fictives puisque correspondant à des bases comptables pour la rémunération (un travailleur "fort" pouvant ainsi se voir attribuer une journée et demi à deux journées comptables pour un jour réellement effectué), l'écart énorme entre les temps de travaux nécessaires et ceux comptabilisés (de 1 à 5 pour le blé et le maïs, de 1 à 3 pour le riz) suggère l'ampleur du gaspillage de main-d'œuvre dû au sous-emploi agricole occulté dans les structures collectives de production.

Ce gonflement des temps de travaux, ce gaspillage de main-d'œuvre ont été la contrepartie directe de l'interdiction faite à cette main-d'œuvre de migrer vers les villes, ou de s'employer dans les campagnes à des travaux autres que ceux de l'agriculture. Ces interdictions, et ce sous-emploi qui s'ag-

gravait, allié à l'augmentation croissante du ciseau des prix agricoles/industriels (Aubert, 1985), a encore plus creusé le fossé entre le niveau de vie dans les campagnes surpeuplées et celui des citadins, protégés dans leurs citadelles urbaines. En 1964, début de cette longue période de ruralisation accentuée de la Chine, les citadins dépensaient pour vivre 221 yuans par personne et par an, et les paysans (auto-consommation comprise) 95 yuans, soit un rapport de 2,33 à 1. En 1978, ces mêmes chiffres étaient respectivement de 365 et 116 yuans, soit un rapport de 3,15 à 1... (TJNJ, 1986, pp. 668, 674 ; ZGMYWJ, 1984).

Les réformes agricoles, depuis 1978, ont fort heureusement rompu l'enchaînement vicieux de cette involution agricole et de la dégradation de la condition paysanne qui en était résultée. Ces réformes ont eu des effets différents, successifs, qu'il importe de distinguer.

En période d'après-décollectivisation

La décollectivisation, achevée en 1982, a provoqué un regain d'efficience de la main-d'œuvre, mobilisée désormais sur la base des exploitations redevenues familiales. A cette efficience accrue s'est ajouté l'effet incitateur des prix agricoles que l'Etat n'a pu maintenir, dans le cadre d'une agriculture décollectivée, à leurs bas niveaux administratifs d'antan et qui ont de ce fait connu une flambée sans précédent : pour un indice moyen des prix à la livraison de 100 en 1957, on avait 129 en 1965, 149 en 1978... 211 en 1982, 248 en 1985 (TJNJ, 1986, p. 624). Ces prix ont donc augmenté de 66 % entre 1978 et 1985, contre seulement 49 % au cours des vingt années de collectivisation précédentes.

La motivation nouvelle des paysans, autonomes dans leurs fermes individuelles et répondant aux augmentations de prix, a provoqué des hausses considérables de production. Les grains ont connu dans l'immédiate "après-décollectivisation" des récoltes sans précédent, avec des croûts annuels de près de 5 % de 1978 à 1984. Les cultures industrielles, de nouveau remises à l'honneur et bénéficiant de rapports de prix encore plus avantageux, ont retrouvé leur niveau relatif d'antan, avec des croûts fantastiques : triplement de la récolte de coton entre 1976 et 1984, triplement aussi de celle des oléagineux entre 1978 et 1985, etc.

Ces bonds en avant dans la production ont évidemment eu leur effet sur la productivité du travail agricole, qui après la stagnation, voire le déclin, des années de collectivisation, a de nouveau progressé. La production de grains par travailleur agricole, après avoir stagné longtemps aux environs d'une tonne, a culminé à 1,36 tonne en 1984. S'il n'est pas étonnant que la valeur brute agricole par travailleur (à prix constants) ait presque doublé entre 1976 et 1985 (indices respectifs 117 et 197), compte tenu de ce que les consommations d'intrants ont, elles, plus que doublé dans la même période (5,8 millions de tonnes d'engrais appliqués en 1976, 17,8 millions en 1985)⁽⁷⁾, le revenu agricole par unité de main-d'œuvre a, lui aussi, et pour la première fois, véritablement décollé. Partant de 100 en 1976, l'indice de ce revenu dépassait en 1979 son niveau de 1957 (111), pour atteindre 125 en 1982... et 164 en 1985 (indice calculé par les statisticiens chinois sur la base de "chiffres comparables", tenant compte théoriquement de l'inflation) (tableau 7).

Les ventes paysannes décollaient également, rompant là le cercle vicieux de l'autarcie grandissante d'antan. Le taux de commercialisation de la produc-

⁽⁷⁾ Cf. TJNJ, 1986, p. 149. Selon Tang Tianhua et Zhou Jiaxiang (Tang, Zhou, 1987), les dépenses matérielles pour produire 1 Kg de grains ont cru de 45 % entre 1978 et 1985.

tion agricole passait ainsi de 39 % en 1976 à 51 % en 1985, avec une part de plus en plus grande des ventes se faisant sur le marché libre (moins de 5 % en 1976, près de 17 % en 1985) (tableau 9).

Ces premiers effets des réformes, gains d'efficience des exploitations familiales, stimulation des prix, semblent cependant devoir s'épuiser rapidement, s'ils ne le sont pas déjà. Après la récolte record de 1984, la production de grains a reculé en 1985 et n'avait pas encore retrouvé son niveau record en 1986. Cette même année 1986 a vu le recul du coton et des oléagineux (RMRB, 22 février 1987). C'est que la montée régulière des prix agricoles ne semble pas pouvoir être poursuivie très longtemps, et le problème se pose déjà de la difficile régulation par les prix d'une production agricole que ne régit plus la planification autoritaire des livraisons obligatoires de jadis (Aubert, 1986b).

La croissance agricole allant en se ralentissant, la productivité du travail, elle, a progressé pourtant en 1985. En fait, le relais a été pris par cet autre effet des réformes, plus tardif que les précédents, mais pas moins essentiel à terme, la diminution, à la fois en termes absolus et relatifs, de la main-d'œuvre agricole.

Tableau 9. Taux de commercialisation des produits agricoles entre 1952 et 1985 (en pourcentage)

	Volume des livraisons agricoles (a)	dont part du marché libre (b)	Volume des livraisons brutes de grains (c)	dont part de grains revendue aux paysans (d)
1952	42,7	8,4	20,3	15,0
1957	43,2	6,1	24,6	29,5
1965	44,3	4,2	25,0	31,0
1976	39,2	4,7	20,3	30,1
1977	41,7	4,4	20,0	33,7
1978	41,7	5,6	20,3	30,8
1979	40,4	6,7	21,7	28,2
1980	43,8	8,2	22,8	34,3
1981	47,5	9,4	24,2	37,9
1982	47,5	10,2	25,9	35,7
1983	48,5	10,5	30,9	28,9
1984	49,0	11,8	34,8	33,2
1985	51,3	16,8	30,5	49,6

(a) en pourcentage de la valeur brute de la production agricole (forêts, productions secondaires et industries rurales exclues) ; (b) dans le total des livraisons agricoles ; (c) en pourcentage de la production totale des grains ; (d) dans le total des livraisons de grains.

Source : TJNJ, 1986, pp. 167, 539, 542, 624.

Cette diminution apparaît très nettement dans notre série chiffrée où, après un pic à 309 millions de travailleurs en 1983, la main-d'œuvre agricole n'a cessé de diminuer ensuite, passant en-dessous du cap des 300 millions dès 1985 (tableau 6). Alors que la proportion des actifs agricoles dans la main-d'œuvre rurale n'avait guère changé tout au long des réformes, restant au niveau élevé de 90 %, elle vient de chuter brusquement à 80 % en 1985 (ou 60 % seulement de l'ensemble des actifs, ruraux et urbains).

Ce tournant, s'il coïncide avec la brusque poussée de l'exode rural que nous avons noté depuis 1982, n'est pas dû cependant à de massives migrations des agriculteurs vers les villes. En effet, ces dernières années, et malgré l'accélération de l'exode rural, la main-d'œuvre rurale des cantons n'a cessé de progresser, maintenant son taux relatif de 74-75 % de l'ensemble des actifs de la

Chine (tableau 6). Les migrations vers les villes, certes désormais supérieures en nombre au croît démographique rural, n'arrivent pas à compenser en fait l'arrivée sur le marché du travail des nombreux ruraux nés lors du "baby-boom" des années 63-69, et fortement mobilisés dans les nouvelles exploitations familiales (le taux d'activité de la population campagnarde est ainsi passé de 38 % en 1978 à 44 % en 1985).

Le fait nouveau est donc la reconversion d'une fraction grandissante de la population rurale dans des activités non-agricoles. La main-d'œuvre des entreprises rurales non-agricoles, collectives ou individuelles, a triplé en 1986 par rapport à son niveau de 1980, passant de 25 millions de personnes à 75 millions, l'essentiel de cette expansion s'étant fait depuis 1983 (RMRB, 4 juin 1987). C'est le gonflement du nombre de ces travailleurs non-agricoles, retournant d'ailleurs aider à la ferme pour les gros travaux, qui a provoqué l'essor des grosses bourgades que nous avons noté après 1982.

Le point de savoir si ces bourgades nouvelles doivent ou non être comptées comme "urbaines" reste à tout prendre secondaire, face à ce changement capital de la composition de l'emploi dans les campagnes et qui prend maintenant le relais des réformes des structures des exploitations (la décollectivisation) puis de celles des structures de commercialisation (levée des monopoles étatiques).

Cette évolution récente est évidemment une conséquence directe de la décollectivisation, puisqu'il fallait bien que les agriculteurs retrouvent leur autonomie de décision pour pouvoir consacrer leurs temps morts à des activités non-agricoles. Elle résulte aussi d'une volonté gouvernementale puisqu'il apparaît bien que les circulaires n° 1 et 4 promulguées en 1984 par le Comité central et le Conseil d'Etat, ont eu un rôle essentiel pour le développement des entreprises rurales en autorisant les paysans à venir travailler dans les bourgades, en facilitant les processus administratifs d'établissement des nouveaux commerces ou ateliers, en ouvrant les crédits nécessaires, etc. (Shen, 1985).

Cette diversification des activités rurales, jointe à l'augmentation des prix agricoles, n'a pas été pour peu dans le rapprochement des niveaux de vie urbain et rural constaté maintenant. Les dépenses annuelles pour la vie quotidienne par urbain étaient en 1985 de 732 yuans contre 317 yuans pour les ruraux, soit un rapport de 2,3 à 1 (TJNJ, 1986, pp. 668-673). Ce rapport était, rappelons-le, de 3,15 à 1 en 1978. Et dans les revenus paysans, la part d'origine non-agricole mesurée dans l'échantillon du Hubei, est remontée de 6 % en 1974 ... à 23 % en 1985 (tableau 8).

Même si les augmentations des revenus paysans (133 yuans par personne et par an en 1978, 424 yuans en 1986) (TJNJ, 1986, pp. 673) sont en partie nominales puisqu'une large part est constituée par de l'auto-consommation, même si ces augmentations ont été en partie gommées par l'inflation des prix de détail, en réalité plus élevée que le suggèrent les chiffres officiels (officiellement moins de 4 % en moyenne par an de 1978 à 1985) (TJNJ, 1986, p. 624), il reste indéniable qu'on vit mieux maintenant à la campagne, malgré les graves disparités qui subsistent. L'on y mange mieux tout d'abord, avec une ration maintenant proche de 2.500 calories par personne et par jour après une longue stagnation aux alentours de 2.000-2.100 calories pendant les années 60 et 70, avec une consommation annuelle de viande de 12 kg par personne contre 6 kg seulement en 1978 (Aubert, 1985). Et le pouvoir d'achat nouveau s'est traduit par l'acquisition de biens de consommation durables en grandes quantités : l'on comptait en 1985 pour cent familles rurales 81 bicyclettes contre 31 en 1980, 43 machines à coudre contre 20, 54 récepteurs radio contre

17, 126 montres contre 27, et 12 postes TV ... contre zéro (dans les villes, ces mêmes chiffres en 1985 étaient de 164 bicyclettes, 73 machines à coudre, 81 postes radio, 287 montres, 93 postes TV ...) (TJNJ, 1986, pp. 669-676).

HORIZON 2000 : PETITES VILLES OU GRANDES CITÉS ?

L'amélioration du niveau de vie paysan et le rapprochement d'avec le niveau de vie urbain ne signifient pas que la partie soit gagnée et que le rattrapage des urbains par les ruraux soit acquis dans la course au développement.

En fait, les niveaux atteints en matière d'urbanisation (18 % d'urbains non-agricoles, ou 11 % en ne comptant que les villes de plus de 100.000 habitants), en matière de main-d'œuvre rurale non-agricole (20 % de la main-d'œuvre rurale), de revenus paysans d'origine non-agricole (23 % dans l'échantillon du Hubei) ... sont semblables à ceux observés par le passé dans d'autres pays asiatiques de niveaux de développement comparables : 14 % d'urbains des villes de plus de 100.000 habitants pour toute l'Asie du Sud en 1980, 20 % de ruraux non-agricoles en Inde en 1966-67, 23 % de revenus paysans d'origine non-agricole au Pakistan en 1968 ... (Ho, 1986 ; Hauser, Gardiner, 1980)

La surpopulation des campagnes n'a pas non plus disparu. La pression de la main-d'œuvre agricole sur le terroir cultivé a même augmenté de 1976 à 1986, passant de 2,8 travailleurs par hectare cultivé à 3 travailleurs. La diversification des activités rurales a cependant notablement allégé le sous-emploi prévalant à la fin des années 70. Le nombre de jours de travail comptabilisés officiellement pour chaque hectare de récolte est ainsi passé entre 1976 et 1982, de 450 jours à 265 pour le blé, de 450 jours à 280 pour le maïs, de 600 jours à 380 pour le riz ... (Li Yz, 1986). En 1985, dans la province du Hubei (enquêtée en octobre 1986), ces chiffres étaient encore tombés plus bas : 240 jours pour le blé, 310 jours pour le riz ... ⁽⁸⁾. Par rapport à leur niveau maximal de la période de collectivisation, les temps de travaux ont donc presque diminué de moitié ! ... mais ils restent encore très supérieurs aux temps réellement nécessaires.

D'une certaine manière, la situation actuelle en matière d'emplois ruraux constitue un retour à la normale des pays sous-développés comparables, avec un sous-emploi agricole encore persistant, même si les niveaux tout à fait aberrants atteints autrefois du fait de la collectivisation ont désormais disparu.

De quoi l'avenir sera-t-il fait ? Verra-t-on se poursuivre l'évolution actuelle avec la poursuite du développement des gros bourgs ruraux et un véritable décollage de l'industrie rurale décongestionnant les campagnes, ou bien cet essor va-t-il s'essouffler, posant de façon aiguë la question du mode d'industrialisation, et d'urbanisation, réellement capable de faire sortir la Chine du sous-développement ? Cette question préoccupe et divise profondément les économistes chinois.

Les prévisions officielles en matière d'emplois ruraux en l'an 2000, font le pari d'une expansion soutenue des petites industries rurales. Il est prévu en effet que, sur une main-d'œuvre rurale atteignant alors 450 millions de personnes, les activités agricoles en occuperont 50 %, soit 225 millions de travail-

⁽⁸⁾ Cf. notre rapport d'enquête à paraître prochainement.

leurs (dont 135 millions de cultivateurs et 90 millions d'éleveurs, pisciculteurs, forestiers etc.), l'exode rural en retirera 10 %, soit 45 millions, le reste, 180 millions de personnes, 40 % du total, devant trouver un emploi dans les entreprises rurales non agricoles (RMRB, 19 mars 1984 ; Xu, Ye, 1985 ; Li Qz, 1986 a et 1986 b).

Si ces prévisions étaient réalisées, on obtiendrait donc 1,35 cultivateur par hectare, sur la base d'environ 100 millions d'hectares cultivés (ce dernier chiffre, rond, étant un minimum, compte-tenu de la sous-estimation actuelle, par les chiffres officiels, du terroir cultivé). En 1983, cette densité était précisément atteinte pour l'exploitation d'un couple de cultivateurs de la région de Wuxi (Jiangsu), qui travaillait alors de façon efficiente : le nombre de jours de travail effectivement utilisés pour la culture d'un hectare de blé n'était plus que de 71 jours, chiffre voisin des 80 jours nécessaires suivant nos propres observations (Cf. supra) ... (Li, Shen, Chen, 1985). Sans changement majeur des techniques agricoles, et en particulier sans mécanisation accrue des façons culturales, le plein emploi agricole serait donc ainsi atteint en l'an 2000.

Mais pour y parvenir, il faudra donc que soient créés par les entreprises rurales plus de 100 millions d'emplois nouveaux par rapport à leur niveau de 1986 (120 millions dans la perspective plus probable de 465 millions de travailleurs ruraux), alors que moins de 50 millions de paysans seraient partis trouver un travail en ville.

Les autorités chinoises semblent convaincues qu'il sera ainsi possible de contenir dans des limites modestes l'exode rural, tandis que pourra être poursuivi l'essor des industries rurales des bourgades. Cette position officielle est appuyée par un certain nombre d'économistes chinois qui, de façon assez stéréotypée, font valoir les arguments suivants.

Le premier argument, rituellement invoqué, est celui de la spécificité de la voie socialiste chinoise du développement qui ne saurait suivre l'exemple occidental d'une urbanisation par les grandes villes et la grande industrie, tenue pour être fondée sur la ruine des paysans (Yuan, 1985).

Au lieu d'un exode rural massif saignant les campagnes de leurs meilleurs éléments, il est donc prôné une urbanisation progressive s'appuyant sur l'essor des bourgades rurales, se développant en symbiose avec les campagnes environnantes. Dans ce schéma, un "exode agricole" se substitue à l'exode rural, les agriculteurs *"quittant la terre sans quitter la campagne, entrant dans les usines sans migrer dans les villes"* (*litu bu lixiang, jinchang bu jincheng*) (Wang, 1985).

L'industrialisation rurale, qui porterait ce développement progressif des petites villes, ferait donc l'économie des lourdes infrastructures urbaines ; elle permettrait la mise en valeur des ressources locales et d'abord la transformation sur place des produits agricoles. Bénéficiant de seuils capitalistiques pour les investissements beaucoup plus bas que ceux de la grande industrie, les entreprises rurales pourraient absorber plus facilement le surplus local de main-d'œuvre agricole, dans des structures d'emploi plus souples permettant de conserver les liens avec les villages d'origine. Déchargées de leurs travailleurs excédentaires, les campagnes pourraient ainsi réaliser les concentrations foncières, les économies d'échelle nécessaires pour la spécialisation et la modernisation des productions, tout en bénéficiant des retombées (notamment sous forme de salaires non-agricoles) du développement des bourgades locales (Liu, Guo, 1985).

Se fondant sur la structure déséquilibrée en faveur des grandes villes du tissu urbain actuel, les partisans du développement des petites villes voient

dans ce développement possible le moyen de parvenir à un ensemble urbain plus équilibré, pyramidal, les grandes métropoles reposant sur une large assise de petites villes. Ces dernières desserviraient les campagnes dans un réseau hiérarchisé avec à la base les chefs-lieux de canton offrant les commerces et services de base pour les paysans (il y a actuellement 90.000 de ces chefs-lieux pour un million de villages administratifs), suivis des bourgs réalisant les concentrations d'entreprises industrielles aux nœuds de communications et d'échanges (il pourrait y avoir jusqu'à 10.000 de ces bourgades), couronnés enfin par les centres administratifs, culturels et économiques des chefs-lieux de district (qui sont au nombre de 2.000 environ maintenant) ... Resterait quelques 300 cités de plus de 100.000 habitants pour la fraction urbaine concentrée de la population ⁽⁹⁾.

Et de faire valoir qu'un doublement de la population des bourgades actuelles permettrait à lui seul d'absorber près de 200 millions de nouveaux "urbains" sur un total présumé de 480 millions de citadins en l'an 2000 pour une population totale censée atteindre alors 1,2 milliard d'habitants : taux d'urbanisation donc de 40 %) ... A ces 200 millions de nouveaux habitants des bourgs correspondraient précisément ces 100 millions d'emplois dont nous savons qu'ils resteraient à créer dans les industries rurales (Zhen, Ye, Chen, 1985).

D'autres économistes chinois considèrent que ces beaux raisonnements et ces calculs séduisants sont de pures vues de l'esprit. Ils mettent l'accent sur les limitations inhérentes à toute industrialisation rurale. La fragmentation de leurs marchés, le caractère local de leurs ressources, leur petite échelle même ne permettent pas les concentrations qui sont le propre du processus d'industrialisation. Le caractère rudimentaire de leurs techniques les rend peu compétitives dès lors qu'elles s'attaquent à des marchés plus vastes et les fait entrer en concurrence avec les industries urbaines. Et, font-ils remarquer, ces petites industries rurales ne se développent vraiment rapidement qu'à "l'ombre" des grandes villes pour la grande industrie desquelles elles travaillent en sous-traitance (Ke, 1985).

Les petits bourgs eux-mêmes, à les croire, n'offrent pas un environnement idéal pour l'industrialisation. L'établissement des infrastructures nouvelles y serait plus coûteux que le développement de celles existant déjà dans les villes. La dispersion des emprises urbaines et industrielles accentuerait les pertes conséquentes de bonnes terres arables tandis que la pollution résultant d'une multitude de petites entreprises, à la technologie archaïque et mal contrôlée, ne serait certainement pas moins grave que celle des grandes villes. Le manque de réseaux efficaces de services, l'arriération culturelle des bourgades campagnardes, enfin, ne seraient guère stimulants pour l'essor d'une économie vraiment moderne (Wu, 1985).

Ces économistes-là se font donc les avocats d'une industrialisation accélérée par le développement des grandes villes. D'après eux, l'on ne peut guère échapper à cette loi de l'histoire qui veut que l'industrialisation soit allée de pair avec l'urbanisation. Les villes seules, et non les bourgades, réalisent les concentrations de main-d'œuvre, la densification des marchés, les économies d'échelle des infrastructures, la proximité des services ... indispensables aux processus industriels de production (Ke, 1985).

Ils critiquent donc la politique actuelle qui consiste à contrôler le développement des grandes villes pour n'encourager que la seule expansion des petites

⁽⁹⁾ Cf. Zhang, 1985. Ce concept a probablement été influencé par les travaux de W. Christaller (entretien de l'auteur avec le Professeur K.E. Wädekin).

villes et des bourgades. Certains dénoncent même la politique passée décourageant l'exode rural comme la défense non justifiée de privilèges urbains indus, tels que les hauts salaires (relatifs), les avantages sociaux en matière de logement, d'éducation, de santé, de subsides multiples, qui n'ont pu se développer qu'à l'abri d'un véritable malthusianisme de l'emploi ouvrier. Et de proposer donc d'ouvrir ces "citadelles" urbaines aux paysans dont il faudrait seulement moduler l'entrée dans les villes par le biais de quotas, fonctions des situations locales (Song Gq, 1985). D'autres vont plus loin encore et sont partisans de l'abolition de tout contrôle des migrations de population pour donner libre jeu aux seules forces économiques pour une croissance urbaine optimale (Chen S, 1986 ; Guo, Xia, 1986).

D'autres économistes enfin, dont le célèbre "sociologue" Fei Xiaotong, se situent sur des positions intermédiaires. Plutôt partisans du développement des petites villes dans une première phase d'exode agricole, ils n'excluent pas pour autant la nécessité d'une phase ultérieure de véritable exode rural. Ils insistent aussi beaucoup sur l'urgence du développement, parallèlement à celui des bourgades, des villes moyennes (entre 100.000 et 500.000 habitants) qui font actuellement défaut, surtout dans les provinces de l'intérieur de la Chine (Fei, 1985 ; Cai, 1985).

UN ESSOR PROBLÉMATIQUE DES ENTREPRISES RURALES

Bien entendu, nous n'essaierons pas de trancher ici entre ces divers arguments qui montrent bien l'ouverture des débats en Chine (certains n'hésitant pas à prôner l'abolition des "*hukou*", fondement du contrôle policier dans le régime actuel) mais aussi la grande incertitude qui prévaut quant à l'avenir de la "voie chinoise" d'urbanisation et d'industrialisation. En utilisant ce que les statistiques et les enquêtes nous disent du développement présent des entreprises rurales, nous allons plutôt nous efforcer d'éclairer quelques aspects du débat.

L'essor récent des entreprises rurales en Chine, dites "de cantons et de bourgades" (*xiangzhen qiye*), semblerait donner raison aux partisans d'une urbanisation privilégiant l'industrialisation rurale. Les chiffres sont en effet impressionnants : 25 millions de personnes employées, 60 milliards de yuans de chiffre d'affaires (entreprises agricoles exclues) en 1980, 75 millions de personnes, 330 milliards de yuans en 1986, soit une progression annuelle moyenne de 20 % pour la main-d'œuvre, et de 33 % pour la valeur brute de la production (RMRB, 4 juin 1987) ⁽¹⁰⁾. En six ans, l'équivalent de 50 millions d'emplois non-agricoles auraient donc été créés dans ces entreprises rurales, et l'objectif de 100 millions de nouveaux emplois non-agricoles à trouver d'ici l'an 2000 ne paraîtrait pas hors de portée.

DES PERSPECTIVES LIMITÉES POUR DES EMPLOIS NOUVEAUX

Un examen plus attentif de ces chiffres, sans infirmer l'impression générale d'un essor extraordinaire, incline toutefois à une plus grande prudence. Il s'avère en effet (tableau 10) que les chiffres ne sont pas tout à fait comparables.

⁽¹⁰⁾ L'inflation générale qui sévit en Chine et affecte également les prix des biens et services de ces entreprises explique probablement pour partie un taux de croît aussi élevé.

Jusqu'en 1983, seules ont été dénombrées les entreprises collectives des communes populaires (devenues cantons) et des brigades (redevenues villages) ; après seulement ont été ajoutées les entreprises individuelles ou de paysans associés. Si la majeure partie de ces dernières entreprises privées ont été effectivement créées à partir de 1984, les chiffres du début des années 80, ignorant les ateliers ou commerces familiaux, sous-estiment donc quelque peu la réalité des activités rurales non-agricoles. La progression serait donc moindre que celle suggérée plus haut, et une partie des emplois "nouvellement créés" seraient seulement la mise à jour d'emplois existant déjà mais jusqu'alors occultés dans les statistiques. Si l'on ne considère que les seules entreprises de cantons et de villages, la progression annuelle entre 1980 et 1985 ne serait plus que de 10 % environ pour la main-d'œuvre et 25 % pour la valeur brute des productions.

Tableau 10. Evolution des entreprises rurales de 1978 à 1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Entreprises de villages et de cantons								
- Nombre (a)	1 524	1 480	1 425	1 337	1 362	1 346	1 650	1 569
- Main-d'œuvre (b)	28,3	29,1	30,0	29,7	31,1	32,3	38,5	41,5
- Valeur brute de production (c)	49,1	54,3	65,7	72,9	85,3	101,7	143,3	198,8
- Impôts (% valeur brute de production)	4,5	4,2	3,9	4,7	5,2	5,8	5,5	5,5
- Bénéfice net (% valeur brute de production)	18,0	19,2	18,1	15,5	13,5	11,6	9,0	8,6
- Capital fixe (c)	23,0	28,0	32,6	37,4	42,9	47,6	57,5	75,0
- Capital circulant (c)	9,5	13,3	17,7	20,1	23,1	26,3	39,9	59,0
- Main d'œuvre/entreprise (d)	18,5	19,7	21,1	22,2	22,9	24,0	23,3	26,5
- Valeur brute Production/main-d'œuvre (e)								
- Capital fixe/main d'œuvre (e)	1 736	1 868	2 189	2 454	2 740	3 143	3 724	4 787
- Valeur brute de production/capital fixe	812	963	1 088	1 258	1 379	1 471	1 494	1 807
Entreprises individuelles ou associatives	2,13	1,94	2,01	1,95	1,99	2,14	2,49	2,65
- Nombre (a)								
- Main-d'œuvre (b)								
- Valeur brute de production							4 415	10 655
- Impôts (% valeur brute de production)							13,6	28,3
- Bénéfice Net (% valeur brute de production)							27,7	74,5
- Main-d'œuvre/entreprise (d)							4,2	3,8
- Valeur brute production/main-d'œuvre (e)							21,2	15,6
Total des Entreprises rurales							3,1	2,7
- Main-d'œuvre (b)								
- Valeur brute de production (c)							2 035	2 634
							52,1	69,8
							171	273,3

(a) en milliers d'unités

(b) en millions de personnes

(c) en milliards de yuan

(d) en nombre de personnes

(e) en yuan

Source : NYNJ 1986, p. 324 ; un petit nombre d'entreprises a des activités recensées comme "agricoles"

En fait l'essentiel du croît des trois dernières années est provenu précisément du développement très rapide de ces entreprises familiales (ou de familles associées) qui comptaient, en 1985, pour plus de 40 % des emplois ruraux

"productifs" non-agricoles à la campagne (Cf. tableau 11). Elles se sont déployées surtout dans les commerces, services et transports où elles occupent plus de 80 % des postes de travail. Ce faisant la structure de l'emploi rural non-agricole a pu être rééquilibrée. Dans les entreprises de brigades et communes en 1980, l'industrie occupait les trois quarts des emplois ; elle n'en occupe plus maintenant que la moitié. Le secteur tertiaire a donc pu rattraper en partie son retard. Il reste encore cependant relativement sous-développé puisque, dans les autres pays en voie de développement, ce même secteur emploie jusqu'aux deux tiers de la main-d'œuvre non-agricole (Ho, 1986, p. 38). Ce dernier chiffre paraît toutefois être une limite supérieure et dans certains cas constituer une hypertrophie des services plus symptomatique de sous-développement que de réel progrès. Un développement ultérieur des services et du commerce peut donc être espéré mais il sera nécessairement limité. Sera-t-il suffisant pour créer les dizaines de millions d'emplois nécessaires d'ici l'an 2000 ?

Tableau 11. Main-d'œuvre des entreprises rurales en 1980, 1982 et 1985

	Industrie		Transport		Construction		Comm. et serv.		Total	
	10 ⁶	%	10 ⁶	%	10 ⁶	%	10 ⁶	%	10 ⁶	%
1980 Commune									13,9*	
1980 Brigade									11,5*	
1980 Total	19,4	76	1,1	4	3,4	13	1,5	6	25,4	100
1982 Commune									15 *	
1982 Brigade									12,7*	
1982 Total	20,7	75	1,2	4	4,2	15	1,6	6	27,7	100
1985 Canton	13,3		1,2		7,9		2,1	21,1*		
1985 Village	14,5								17,9*	
1985 Indiv. et Ass.	7,6*		7,8*		3,4		9,5*		28,3	
1985 Total	35,4*	53	9*	13	11,3	16	11,6*	17	67,3	100

NB : Comm. et Serv. : Commerces et Services ; Indiv. et Ass. entreprises Individuelles et Associations

Sources : Pour 1980, TJNJ, 1981, p. 193 ; pour 1982, TJNJ, 1983 p. 206 ; pour 1985, TJNJ, 1986, pp. 215, 220, 505, NYNJ, 1986 pp. 160-161.

* Estimations.

Pour les transports, déjà, le point de saturation semble être d'ores et déjà atteint. Saturation toute physique puisque les quelques 430.000 camions, 850.000 tracteurs et 4,6 millions de motoculteurs existants en 1985 (servant pour l'essentiel aux transports et à 84 % propriété privée des paysans) (TJNJ, 1986, p. 148 ; Xinhua, 1986) encombraient des routes de campagnes désormais insuffisantes pour ce trafic et proches du total engorgement. Sauf investissements considérables dans un réseau routier longtemps négligé, l'on voit mal comment pourraient être augmentés notablement les emplois existants dans ces transports.

Restent donc les industries rurales qui demeurent le point d'ancrage essentiel des emplois non-agricoles, qui sont les plus susceptibles d'en induire dans les autres secteurs et qui, en définitive, portent tous les espoirs des zélateurs des petites villes.

Ces industries sont devenues une composante importante de l'économie nationale (tableau 12). Leurs ouvriers constituent plus du tiers de ceux employés en Chine dans les industries manufacturières, plus de la moitié dans le secteur de la construction. La valeur brute de leurs productions représente le cinquième de celle de l'industrie de toute la nation, le tiers pour la construction. Leur part des productions est de 26 % pour le charbon, 25 % pour les tissus, 24 % pour la papeterie, 21 % pour le sucre, 20 % pour le ciment, etc. (JJYJ, 1986, n° 8, pp. 9-24). Dans les campagnes, en 1985, l'ensemble des entreprises non-agricoles occupaient 18 % de la main-d'œuvre rurale mais produisaient 43 % de la valeur brute des productions, l'industrie et les constructions en constituant la fraction la plus importante avec 12 % de la main-d'œuvre rurale et 36 % de la valeur de l'ensemble des productions et services du secteur rural.

Ces chiffres, joints à la progression rapide de ces dernières années (la valeur brute de la production des entreprises de cantons et de villages augmentant de 46 % pour l'industrie et de 48 % pour la construction entre 1984 et 1985) (TJNJ, 1986, p. 215), ne laissent pas d'impressionner. Pourtant eux aussi ne doivent pas faire illusion. Il semblerait que l'augmentation, en valeur brute des productions, particulièrement spectaculaire depuis 1984, soit en partie artificielle. Cette valeur brute serait en effet gonflée par le gaspillage de plus en plus important des matières premières utilisées dans des entreprises de moins en moins efficaces, gonflée aussi par l'augmentation du prix de ces matières premières en majeure partie acquises aux prix forts du marché libre, en dehors des circuits officiels d'allocation planifiée. C'est du moins ce qui ressort d'une enquête faite sur les industries rurales de Jiangsu (Jiangsu), où le doublement de la valeur observée en 1985 par rapport à l'année précédente s'accompagne d'une baisse de moitié des bénéfices, avec inflation des coûts de matières premières et d'énergie (constituant 70 % des coûts de revient totaux), augmentation des stocks, diminution de la rotation du capital, etc (Xue, Zhao, 1985) ... A l'échelle nationale, cette même tendance peut être saisie au travers des chiffres concernant l'ensemble des entreprises de cantons et de villages, à majorité industrielles ou de construction (tableau 10) : pour un triplement de la valeur brute des productions entre 1980 et 1985, la part du bénéfice net est passée dans le même temps de 18 % de cette valeur brute à moins de 9 %.

Si le développement récent des petites industries rurales est malgré tout incontestable, et bien réelle la création de près de 25 millions d'emplois entre 1980 et 1985 dans les seuls secteurs manufacturiers et de la construction (tableau 11), leur croissance à venir n'en reste donc pas moins problématique. Dans des conférences récentes, de nombreux économistes chinois se sont interrogés sur la surchauffe de ces dernières années et se sont demandés si des taux de croît annuels de 60 % comme ceux observés au Jiangsu en 1985 étaient ceux d'une croissance réellement saine ou constituaient au contraire des dérapages, synonymes de croissance aveugle et creuse, menaçant de déséquilibres graves des régions entières ⁽¹¹⁾. La poursuite du financement d'une expansion aussi rapide de ces industries semble en particulier faire de plus en plus problème. La politique laxiste prévalant jusqu'alors en la matière a été remise en cause (Yan, Han, 1986). Il est vrai que les entreprises rurales absorbent une part de plus en plus importante des ressources financières disponibles : entre

(11) Ces conférences ont fait l'objet de nombreux compte-rendus dans les revues chinoises. Cf. par exemple Xue, 1986 ; compte-rendu d'une conférence de décembre 1985 in NYJJWT, 1986 n° 4, pp. 17-21 ; détail des arguments dans une autre conférence in NYJJWT, 1986 n° 5, pp. 50-52 ; voir aussi Gu, 1985.

1982 et 1985, les prêts nets aux entreprises rurales ont triplé, atteignant plus de 35 milliards de yuans, soit 45 % de la totalité des prêts agricoles consentis en 1985 par la Banque agricole et les Coopératives rurales de crédit (NYNJ, 1986, p. 327 ; Ma, 1987). Dans le district de Shifang, dans le Sichuan, où les entreprises rurales absorbaient déjà en 1983 les deux tiers des fonds budgétaires d'aide à l'agriculture et plus du tiers des prêts agricoles, une étude prospective montrait que les ressources locales ne pourraient couvrir que pour moitié seulement les besoins en capitaux prévus pour le développement de ces entreprises au cours des trois années à venir ⁽¹²⁾. Sur le plan national, encore que les études chiffrées manquent, le problème se pose sans doute en des termes similaires, et, de ce fait seulement, il est clair que l'essor des entreprises industrielles ne pourra plus être poursuivi au même rythme que jusqu'à maintenant.

Tableau 12. Les entreprises rurales dans l'économie nationale en 1985

	Valeur brute de la production				Main-d'œuvre			
	Secteur rural		Secteur national	Secteur rural/ Secteur nat.	Secteur rural		Secteur national	Secteur rural/ Secteur nat.
	en milliards de yuans	%	en milliards de yuans	%	en millions de personnes	%	en millions de personnes	%
Total	634	100	1 631	39	371	100	499	74
dt agriculture	362	57			298	80		
dt <i>Entrepr. non agricole</i>	272	43			67	18		
Industrie	175	28	972	18	35*	9	91*	38
Construction	51	8	163	31	11	3	21	52
Transport	19	3	44	43	9*	3	17*	53
Com. et Services	27	4	90	30	12*	"	34*	35

Productions	Secteur rural	Secteur national	Secteur rural/ secteur national
Electricité (10 ⁹ kWh)	7,6	410,7	2
Charbon (10 ⁶ t.)	228	872	26
Machines-Outils (un.)	6 300	167 200	4
Ciment (10 ⁶ t.)	29	146	20
Insecticides (10 ³ t.)	59	211	28
Papiers et Cartons (10 ⁶)	2,2	9,1	24
Sel (10 ⁶ t.)	1,3	14,8	9
Sucre (10 ⁶ t.)	0,95	4,51	21
Huile végétale (10 ⁶ t.)	1,19	4,01	30

(a) Coopératif et privé exclusivement

(b) En pourcentage

Sources : TJNJ, 1986, pp. 36, 124, 299-302 et tableau 11. * Estimations

⁽¹²⁾ Cf. Zhou, Han, 1985 ; Zhou, 1985. Zhou Chengqiong (Zhou, 1986) cite une enquête effectuée dans 9 provinces où les besoins en capitaux pour les nouvelles entreprises seraient quatre fois plus élevés que les ressources financières disponibles.

LES ATOUTS DISCUTABLES DE L'INDUSTRIE RURALE

Pourtant les entreprises rurales ne manquent pas d'atouts. Il est vrai, au départ du moins, que les petits ateliers industriels ruraux jouissent d'avantages comparatifs réels par rapport aux grandes usines d'Etat, en ce qui concerne les seuils d'investissement par emploi, et la productivité même du capital investi. Ainsi une enquête menée en 1980 dans la province du Jiangsu montrait que, dans les entreprises industrielles de brigades ou de communes, le capital fixe par main-d'œuvre employée était seulement de 928 yuans contre plus de 10.000 dans les grandes usines de l'Etat, la valeur de la production pour cent yuans de capital fixe étant respectivement de 339 yuans (petites entreprises) et de 188 yuans (entreprises d'Etat), les bénéfices respectifs pour cent yuans de production 14,8 yuans et 11,4 yuans. Les économies d'échelle n'apparaissent que pour la valeur de la production par main-d'œuvre employée : 3.448 yuans pour les entreprises rurales contre 15.755 dans celles de l'Etat (Zhen, Ye, Chen, 1985).

Ces chiffres, illustrant la capacité d'absorption plus grande de main-d'œuvre nouvelle et une meilleure productivité du capital dans les petites entreprises rurales, ne peuvent que conforter les tenants d'une priorité à l'industrialisation rurale de la Chine. Pourtant l'avantage comparatif réel des entreprises rurales, attesté par ces chiffres, semble aller s'érouissant puisque le développement de ces entreprises au cours des cinq dernières années a vu augmenter le seuil d'investissement par travailleur nouvellement engagé, la moyenne du capital fixe par main-d'œuvre dans les entreprises de cantons et villages ayant presque doublé, passant de 1.088 yuans (niveau proche des 928 yuans du Jiangsu) en 1980 à 1.807 yuans en 1985. L'augmentation parallèle de la productivité du capital (de 2,01 à 2,65) est, quant à elle, nous l'avons vu, largement factice (tableau 10).

La pertinence de ces chiffres moyens sur les avantages des petites industries peut, elle-même, être remise en question. Il a été montré en effet, à propos d'autres pays, que les seuils d'investissement, les productivités du capital comme de la main-d'œuvre variaient énormément, à l'intérieur même des industries rurales, d'une branche à l'autre, suivant la taille des ateliers et les technologies employées (Little, 1987). La ventilation détaillée par branches et par types d'entreprises des capitaux investis n'est malheureusement pas disponible pour la Chine rurale. Toutefois, déjà, la répartition par branche de la main-d'œuvre et des valeurs des productions des industries de cantons et de villages (tableau 13) révèle de très grandes variations. Alors que les usines des cantons ont en moyenne une taille double de celles des villages (56 ouvriers par entreprise contre 24), les dimensions des ateliers (excluant ceux des familles individuelles) vont de 6 travailleurs pour l'agro-alimentaire villageois à 135 pour les filatures ou les tissages des cantons.

Ce tableau de répartition par branches montre surtout de façon très claire que ces entreprises, pourtant situées à la campagne, travaillent fort peu à la transformation des produits agricoles. Les deux industries dominantes, par la main-d'œuvre et la valeur des productions, sont en effet la mécanique et les matériaux de construction, ces branches totalisant à elles deux près de la moitié des productions et des emplois ...

L'alimentation frappe par la part très modeste de ses activités (moins de 8 % de la main-d'œuvre et des productions). C'est pourtant l'une des branches où l'avantage comparatif des ateliers ruraux par rapport aux grandes entreprises devrait se révéler décisif : le capital fixe par main-d'œuvre n'y est en moyenne que de 3.500 yuans contre 7.960 dans les usines d'Etat. Pourtant les entreprises rurales ne réalisent que 10 % du chiffre d'affaires d'une industrie

Tableau 13. Répartition par branches des industries de cantons et villages en 1985

	Main-d'œuvre		Valeur brute de la production		Main-d'œuvre par entreprise (personnes)		Valeur brute de la production/ Main-d'œuvre	
	En millions de personnes	En %	En milliards de yuans	En %	Canton	Village	Canton	Village
Métallurgie	0,704	2,5	4,9	3,4	82,2	37,7	7.615	6.190
Electricité	0,132	0,5	0,5	0,3	12,2	3,4	4.205	2.993
Charbon	1,545	5,6	5,6	3,8	92,1	46,9	3.616	3.667
Pétrole	0,015	—	0,2	0,1	22,5	25,0	13.649	10.800
Chimie	1,779	6,4	12,3	8,4	56,6	36,6	8.565	5.565
Mécanique	4,817	17,3	37,3	25,6	54,0	33,9	8.605	6.765
Mat. Construction	8,303	29,8	27,6	18,9	77,2	31,1	3.549	3.126
Bois	0,969	3,5	4,3	2,9	27,1	16,5	4.930	4.005
Alimentation	2,167	7,8	11,5	7,9	22,4	6,4	6.847	4.242
Textile	2,129	7,7	18,2	12,5	134,4	58,7	9.478	7.201
Confection	1,303	4,7	5,4	3,7	63,1	41,8	4.497	3.705
Cuir	0,482	1,7	2,3	1,6	66,1	51,3	5.242	4.473
Papeterie	0,577	2,1	3,5	2,4	60,5	42,7	7.139	5.220
Livre et activités cultur.	1,258	4,5	4,4	3,0	67,9	42,6	3.845	3.243
Autres	1,637	5,9	7,9	5,5	33,8	21,4	5.638	4.543
TOTAL	27,817	100	145,9	100	55,6	23,6	6.015	4.544
					Moyenne 32,6		Moyenne 5.246	

NB : Valeur brute de la production - Valeur brute de la production par unité de main-d'œuvre

Source : TJNJ, 1986, p. 220.

agro-alimentaire nationale qui se signale par ailleurs par son insigne faiblesse ... (JJYJ, 1986, n° 8, p. 18). Même dans les zones, comme celle de Wujiang dans le Jiangsu, où l'on a essayé de mettre en place de véritables chaînes de production "agro-industrielles et commerciales" (*maogong nong*) en essayant de développer des filières complètes, pour l'aquaculture, le lapin (poils et peaux), les volailles (œufs et duvet), etc ..., moins du quart de la valeur des productions des entreprises rurales en proviennent (Guo et al., 1985).

Globalement, et en incluant notamment le textile, qui lui marche bien dans les campagnes, la transformation (au sens large) des produits agricoles n'intéresse que le tiers des entreprises industrielles rurales. L'on est donc loin d'un développement industriel fondé principalement sur l'agriculture ... Cette branche paraît bien être en fait le maillon faible des entreprises rurales. Une enquête faite à Suzhou (Jiangsu), montre ainsi que les entreprises transformant les produits agricoles ne généraient en 1984 que 32 % de la valeur totale des productions : paradoxe dans cette terre de prédilection du mûrier et du ver à soie, les soieries y brillent par leur faible technologie et leur manque de productions élaborées (70 % des soieries, exportées ensuite, sont faites de soie brute ... fort peu compétitives sur les marchés mondiaux du fait de leur médiocre qualité) (Zhou, Wang, Zhao, 1985). Toutes les enquêtes disponibles fourmillent de ce genre d'observations. Il semblerait bien que, plus que les autres, ces industries agro-alimentaires ou textiles souffrent de technologies arriérées, des prix élevés des matières premières et ont en plus le désavantage d'être plus lourdement taxées par l'Etat qui en retire de substantiels profits (Liu, Song, 1985).

UN DÉVELOPPEMENT LIÉ AUX GRANDES VILLES

Inversement, les branches les plus dynamiques des industries rurales sont celles utilisant des matières premières locales (pas forcément agricoles) et travaillant en étroite liaison avec de grandes entreprises urbaines. L'exemple le plus probant en est peut-être Shazhou, autre localité du Jiangsu, où l'industrie rurale, très florissante (80 % de la production industrielle de tout le district, près de quatre fois en valeur l'équivalent de la production agricole locale), est fondée pour l'essentiel sur la petite métallurgie, la chimie, la mécanique, la construction ... et accessoirement le textile. Le textile dans le canton de Tang-qiao de ce même district utilise certes la laine des campagnes avoisinantes, mais aussi les fibres synthétiques produites localement ; on y trouve encore plus nombreuses les cimenteries, les usines de laine de verre, de sacs de fibres de verre, etc ... exploitant des matériaux locaux, mais desservant le large marché tout proche de Shanghai. Près de 60 % des entreprises de ce canton fonctionnent précisément en accords de sous-traitance avec cette grande métropole (distante d'une centaine de kilomètres, dans une région très fortement urbanisée) (CZ, 1985, n° 12, pp. 4-7).

Cet exemple nous conduit à un autre problème essentiel de l'industrialisation rurale en Chine, soulevé par la polémique entre économistes cités plus haut : cette industrialisation est puissante précisément dans les zones déjà développées, bénéficiant d'un réseau dense de communications et où se situent les plus grandes villes de Chine. La répartition spatiale des entreprises rurales est ce de point de vue éloquent (tableau 14). Nous y découvrons en effet que les provinces côtières de la Chine, du Liaoning au Guangdong, les plus développées avec 60 % de la production industrielle pour moins de 40 % de la population, regroupent la majeure partie des industries rurales : 51 % de leur main-d'œuvre et 64 % de leur production. L'on y trouve la plupart des grandes métropoles chinoises (Pékin, Tientsin, Shanghai, Canton ...) et elles disposent le plus de routes ou de canaux (56 % des frets par route ou voie d'eau). De façon encore plus démonstrative, l'Est de ces côtes, composé, autour de la conurbation de Shanghai, des deux provinces hautement urbanisées du Jiangsu et du Zhejiang, regroupe 19 % de la main-d'œuvre et 28 % de la production des industries rurales pour une population ne comptant que 11 % des habitants de la Chine.

L'industrie rurale ne se développerait-elle donc rapidement qu'à "l'ombre des grandes villes" comme l'affirment les critiques de la priorité aux petites villes ?

L'on ne saurait être aussi affirmatif. Mais comment, par ailleurs, ne pas être frappé par le contraste entre un district comme celui de Shazhou, dans une zone côtière bien développée avec des industries rurales en pleine expansion, et ces autres districts, plus arriérés, des provinces de l'intérieur de la Chine comme Mianyang, par exemple, au Sichuan. Mianyang se trouve pourtant dans une région riche, celle du "bassin rouge", mais, bien représentatif des zones à dominante agricole, il n'était que faiblement urbanisé en 1982 : 90 % de la population y vivait encore de l'agriculture. Malgré un sous-emploi agricole important touchant le tiers des paysans, il ne comptait alors que moins de 5 % de la main-d'œuvre rurale employée dans les industries de brigades et communes ... Plus de la moitié de la main-d'œuvre de Shazhou, au contraire, est employée dans les ateliers ruraux, regroupés pour la plupart dans 23 gros bourgs, bien desservis par un réseau de communications très dense, dotés de nombreux services. La différence n'est pas seulement celle des ressources et des infrastructures économiques, elle est aussi celle du niveau d'éducation de la population. A Mianyang, on dénombrait en 1982, 37 % d'illettrés (ou semi-

illettrés) dans la population de plus de 12 ans, et moins de 5 % de diplômés du second cycle du secondaire (Li et al., 1985). A Shazhou, 22 % des ouvriers des entreprises rurales étaient diplômés du deuxième cycle et 44 % du premier cycle du secondaire.

La question est donc posée des conditions du développement possible des industries rurales dans ces zones de l'intérieur de la Chine, majoritaires, où l'essor des emplois non-agricoles serait d'autant plus nécessaire que la surpopulation, le sous-emploi agricole y sont plus graves que dans les régions côtières développées (Deng, 1985). Bien entendu, cette question, à laquelle nous ne saurions apporter de réponses, conditionne la viabilité même d'une "voie chinoise" d'industrialisation et d'urbanisation fondée sur les entreprises rurales et le développement des petites villes.

Tableau 14. Répartition spatiale des entreprises rurales en 1985

	Population totale		Valeur brute production industrielle		Volume Transport Route + Eau		Main-d'œuvre entreprises rurales		Revenu brut Entreprises rurales	
	En millions de personnes	En %	En milliards de yuans	En %	En milliards de t./km	En %	En millions de personnes	En %	En milliards de yuans	En %
Provinces Côte (a)	391,2	38	553,4	60	57,9	56	35,8	51	163,0	64
(dt celles de l'Est) (b)	(114,6)	(11)	(245,4)	(27)	(30,9)	(30)	(13,5)	(19)	(71,6)	(28)
Provinces (c)	356,8	34	212,6	23	31,7	31	22,3	32	62	24
Provinces (d)	293,1	28	159,6	17	13,9	13	11,7	17	31,6	12
Chine entière	1 041	100	925,6	100	103,5	100	69,8	100	256,6	100

NB : (a) Liaoning, Beijing, Tianjin, Hebei, Shandong, Jiangsu, Shanghai, Zhejiang, Fujian, Guangdong.

(b) Jiangsu, Shanghai, Zhejiang.

(c) Jilin, Shanxi, Henan, Anhui, Hubei, Hunan, Jiangxi, Guangxi.

(d) Heilongjiang, Mongolie intérieure, Shaanxi, Qinghai, Ningxia, Gansu, Xinjiang, Guizhou, Yunnan, Sichuan, Tibet.

Sources : NYNJ, 1986, pp. 160, 226 ; TJNJ, 1986, pp. 93, 282, 389.

CAPITALISME RURAL OU ÉCONOMIE SOCIALISTE ?

De façon quelque peu paradoxale, ce n'est pas dans ces vastes régions de la Chine de l'intérieur, pourtant au premier chef concernées, que les économistes du continent ont recherché ce qui pourrait constituer les "modèles" d'une telle industrialisation rurale, mais précisément dans cet Est côtier développé, à la pointe, où déjà les petites entreprises de cantons et de villages sont fort avancées. Les deux provinces entourant Shanghai, le Jiangsu et le Zhejiang ont été le lieu de la plupart des enquêtes à ce propos (Fei, 1984, 1986). Et chacune d'elle a fourni un "modèle" : le "modèle de Wenzhou" pour le Zhejiang, celui de Suzhou pour le Jiangsu. Dans une certaine mesure ces deux modèles symbolisent bien les deux voies antithétiques qui s'offrent aux responsables de la Chine d'aujourd'hui, celle d'un capitalisme rural agressif ou celle d'une économie collective, socialiste, tempérée d'auto-gestion.

LE MODÈLE DE WENZHOU

La municipalité de Wenzhou, sise au fond d'une baie au sud du Zhejiang, était une région surpeuplée. Avec 6,2 millions d'habitants pour 193.000 hectares cultivés, la densité atteignait 32 personnes à l'hectare. Le sous-emploi sévissait donc fortement chez les agriculteurs, qui avec 1,6 million de travailleurs en 1978 constituaient 89 % de la main-d'œuvre rurale.

Le développement des petites entreprises a été très rapide, concentré pour l'essentiel dans les six districts côtiers de la municipalité. En 1985, les agriculteurs ne comptaient plus que 600.000 actifs, constituant seulement 29 % de la main-d'œuvre rurale, contre 1,3 million d'ouvriers et employés dans les secteurs secondaire et tertiaire. La surpopulation agricole en était d'autant allégée puisqu'il n'y avait "seulement" plus que 3,1 travailleurs par hectare cultivé en 1985 contre 8,3, sept ans auparavant.

Ce renversement extraordinaire de situation faisant d'une municipalité agricole un centre industriel prospère est dû pour l'essentiel au développement spontané d'entreprises familiales qui groupent maintenant la moitié des actifs non-agricoles. Les ateliers familiaux génèrent les deux tiers de la valeur des productions de cette nouvelle industrie rurale (1,07 milliard de yuans sur 1,66). Cette industrie rurale compte elle-même maintenant pour 65 % du produit social rural brut de Wenzhou, contre 17 % seulement en 1978 (Zhang et al., 1986).

Ces petits ateliers, employant en moyenne chacun 2,5 personnes, ont donc réussi à absorber en l'espace de quelques années, avec les services qu'ils ont aussi suscités, pas moins d'un million de personnes actives, rien moins que les deux tiers du nombre initial d'agriculteurs. Quel est le secret de cette étonnante réussite ?

Il semble reposer dans la spécialisation de la production des industries familiales, s'appuyant sur un énorme réseau de commercialisation groupé dans de grands marchés d'envergure nationale.

Des bourgs entiers se sont spécialisés dans la production d'articles simples de consommation courante, dont la matière première pouvait être trouvée localement ou provenait des rebuts de la grande industrie. Ainsi sont produits par millions, boutons, badges, fleurs de plastique, sacs en vannerie, plaques d'immatriculation, souliers de plastique, petits matériels électriques, articles de confection, etc ... Avec la spécialisation, les équipements, rudimentaires au début, se sont améliorés et les articles eux-mêmes se sont faits plus élaborés (boutons au départ, fermetures éclair maintenant, chemisettes d'enfants autrefois, costumes d'adultes à présent). Les différents ateliers familiaux se spécialisent aussi selon les stades successifs de la production.

Une production aussi dispersée ne pourrait fonctionner sans un réseau efficace de commerçants, avançant aux familles les fonds, les matières premières, et se chargeant de la vente des produits finis dans un système classique de "*putting out*". Plus de 100.000 commerçants ou vendeurs parcourent ainsi toute la campagne pour établir des contrats. Ils ravitaillent ensuite 415 marchés dont 120 spécialisés où se pressent des acheteurs, venus de toute la Chine et qu'ils ont eux-mêmes personnellement démarchés en voyageant sans cesse. Dix de ces marchés sont de renommée nationale. Ainsi le "marché aux boutons" de Qiaotou, avec une gamme étendue (1.300 sortes de boutons différents) ravitaile-t-il une bonne partie de la Chine pour ce produit modeste mais combien essentiel ... Il y a aussi le marché aux appareillages électriques de Liushi, etc .

Cette organisation commerciale échappe totalement à l'Etat. Les commerçants ont su former leurs propres associations pour leurs services, avec des compagnies privées "d'informations" économiques, des sociétés de transport, etc ... Le financement des entreprises est également totalement indépendant. Les aides budgétaires de l'Etat, les prêts de la Banque agricole et des Coopératives de crédit comptent pour moins de 15 % des fonds mobilisés pour le fonctionnement de cette industrie (Cheng, 1987). L'essentiel des 780 millions de yuans du capital fixe des ateliers provient de l'auto-financement, ou bien de multiples "tontines" (ou sociétés mutuelles "tournantes" de crédit, aux formes traditionnelles diverses : *jubui*, *yaohui*, ...) drainant l'épargne privée ⁽¹³⁾.

Ces entreprises industrielles et commerciales sont donc bien les représentants d'un véritable petit capitalisme rural, même si les "grandes familles", au chiffre d'affaires de quelques centaines de milliers, voire plusieurs millions de yuans, ne sont que quelques dizaines. Il y a en effet un vrai marché financier, un marché du travail aussi (les jeunes filles des montagnes viennent ainsi chaque jour se proposer à l'embauche au bourg de Jinxiang ...) Son dynamisme a permis de monter de toutes pièces une industrie rurale prospère dans une région où les entreprises collectives de brigades ou de communes brillaient par leur absence. Il est à l'origine aussi d'une urbanisation importante avec la création depuis trois ans de 60 bourgs nouveaux (il y en a 84 en tout) dont la construction a été permise par l'accroissement des recettes fiscales et les investissements privés (600 millions de yuans ainsi investis pour cette urbanisation depuis 1983).

Un tel exemple peut-il être suivi dans d'autres parties de la Chine ? La région de Wenzhou est en fait très particulière : elle est renommée de longue date pour ses traditions anciennes d'artisanat à domicile et pour la formidable capacité d'organisation commerciale de ses marchands. Région surpeuplée et donc centre ancien d'émigration, ses communautés à l'étranger ont depuis fort longtemps déjà reproduit ce "modèle de Wenzhou" d'entreprises à domicile (c'est le cas du secteur de la confection à Paris, "colonisé" par les gens de Wenzhou immigrés dans le quartier du Sentier ...). Pourtant ses partisans en Chine croient en son exemplarité, soulignant sa très grande flexibilité et surtout le fait qu'il "ne coûte rien à l'Etat", argument de poids en période de pénurie financière.

Sa force sans doute, outre celle inhérente à la dynamique propre du capitalisme, est d'avoir trouvé des spécialisations comblant des trous de la planification (les boutons ...), complétant les industries étatiques plus que les concurrençant. On ne saurait en dire autant de l'ensemble d'une industrie rurale chinoise, à laquelle beaucoup d'économistes reprochent de n'être qu'un pâle décalque de l'industrie étatique dans la composition de ses branches, sans vraie spécialisation dans des points forts potentiels (JJYJ, 1986, n° 8, pp. 20 et sq).

Et de fait, les émules du "modèle de Wenzhou" que l'on trouve ailleurs en Chine ont eux aussi su trouver des "créneaux" de production leur assurant des parts importantes du marché chinois : ainsi les pièces détachées pour motocyclettes produites dans 120 villages du district de Qinghe (Hebei) assurent 60 % de la consommation intérieure chinoise ; ainsi la coutellerie dans ce même district couvre-t-elle le tiers des approvisionnements nationaux, ... (Zhang, Wang, Wang, 1987).

⁽¹³⁾ Cf. Li RX 4/86. Les autorités chinoises commencent à reconnaître maintenant l'existence des sociétés mutuelles privées de crédit et beaucoup d'enquêtes ont été publiées. Voir par exemple Mei, 1985, ou sur les "tontines" traditionnelles, Chen Z, 1986.

Des potentiels locaux existent donc ça et là, surtout dans les régions de vieille tradition artisanale. Encore faut-il que les autorités permettent le développement de tels ateliers familiaux. A Li Xian (Hebei), les productions traditionnelles de peausseries et de tricots de laine n'ont pu reprendre sur une grande échelle qu'après que les autorités eussent publiquement réhabilité plus de cent anciens cadres autrefois condamnés pour avoir encouragé ces activités "capitalistes". Ces autorisations officielles, à forte connotation politique, sont d'autant plus indispensables que les entreprises privées de petites dimensions ont besoin, pour survivre dans l'univers bureaucratique, d'avoir recours à des "combines" plus ou moins tolérées par les autorités : utilisant les services (dûment rémunérés) des entreprises publiques pour certains transferts d'argent (les particuliers n'ayant guère accès aux chèques ...), voire pour le paiement des taxes, faisant agir les "relations" (*guanxi*) pour obtenir les certificats nécessaires aux transports, etc ... (Zhang et al., 1986).

Or les vertus de la concurrence d'un capitalisme aussi dynamique ne font pas partout l'unanimité. Et beaucoup en Chine, dont de nombreux économistes, d'opposer au "modèle de Wenzhou" les mérites du "modèle de Suzhou", encore appelé "modèle du sud du Jiangsu" (*Sunan moshi*).

LE MODÈLE DE SUZHOU

Suzhou, localité connue pour ses beautés touristiques, sise au bord du "Grand Canal", se trouve en fait, comme la majeure partie de cette région du sud du Jiangsu, dans l'orbite de la grande métropole shanghaienne. Moins surpeuplée que Wenzhou (5,4 millions de personnes dont 3,6 millions d'agricoles pour 368.000 hectares, soit 15 personnes par hectare cultivé dont 10 agricoles), elle a bénéficié d'une industrialisation bien plus précoce avec déjà près de 600.000 ouvriers et employés des entreprises rurales en 1980, soit environ le quart de la main-d'œuvre d'alors.

L'on comptait en 1985, 1,1 million de travailleurs dans ces entreprises, soit 41 % des 2,7 millions d'actifs ruraux de la région. Les agriculteurs ont donc perdu le quart de leurs effectifs en cinq ans. Moins spectaculaire que celle observée à Wenzhou, la croissance des industries rurales n'en a pas moins été soutenue, prolongeant une tendance déjà ancienne. La province du Jiangsu, où se trouve Suzhou, a amorcé en effet depuis longtemps son industrialisation rurale qui y a connu des taux de croît importants depuis quinze ans déjà : ces taux de croît annuels de la valeur brute des productions ont été de 26 % par an de 1970 à 1975, de 36 % de 1975 à 1980, de 27 % de 1980 à 1985 (avec accélération en 1984 et 1985). En 1985, sur cette lancée, la province se situait en tête pour les emplois non-agricoles de la main-d'œuvre rurale : 30 % environ contre 18 % en moyenne pour la Chine.

Or, à Suzhou, comme dans ce sud du Jiangsu, cet essor est essentiellement le fait des entreprises collectives de cantons et de villages. Les entreprises familiales sont tout à fait minoritaires avec 3 % seulement de la valeur brute des productions. La prédominance des grands ateliers collectifs, qui comptent chacun en moyenne 82 ouvriers, va de pair avec la suprématie de l'industrie sur les autres activités : les manufactures génèrent 70 % des 9,6 milliards de la valeur brute des productions des entreprises rurales, qui, elle-même, constitue 69 % de la valeur sociale rurale brute de Suzhou (Meng et al., 1986).

Cette grande échelle des entreprises se traduit par des immobilisations de capital fixe par emploi plus élevées qu'à Wenzhou (2.150 yuans contre 1.000 environ), tandis que les technologies employées pour la petite mécanique, la métallurgie, la chimie, le textile ... sont plus perfectionnées. Globalement, la

valeur brute des productions (9,63 milliards de yuans) rapportée au capital fixe investi (2,36 milliards), pour toutes les entreprises, ferait apparaître un quotient très élevé de 4 à 1.

Ces entreprises ont la particularité de travailler, pour beaucoup d'entre elles, en accord de sous-traitance pour des grandes firmes de Shanghai. A Changzhou (qui relève de la région administrative de Suzhou), les deux-tiers des entreprises rurales sont ainsi associées à des grandes compagnies de Shanghai dans ce que l'on appelle des "bandes" (*qiye qunti*) regroupant et intégrant ateliers ruraux et usines urbaines. Ainsi, la confection qui emploie dans cette localité 5.000 ouvriers dans 92 entreprises relève-t-elle de 2 principales usines de Shanghai qui sous-traitent 370.000 pièces de vêtements par mois. Cette intégration permet de replacer dans l'orbite du plan la production rurale, tout en standardisant et améliorant la qualité de ses produits (l'industrie des machines à coudre de Wujin en est un bon exemple, elle qui a décuplé sa production et multiplié par 25 ses bénéfices après avoir été intégrée dans la compagnie générale de Changzhou) (Jin, 1986).

A l'évidence, ce "modèle de Suzhou" doit la qualité de ses performances à la proximité de la grande métropole de Shanghai. Et sa pertinence, du coup, s'en retrouve passablement affectée.

Ses partisans insistent surtout sur le fait que les entreprises rurales collectives sont mieux placées pour réinvestir une partie de leurs bénéfices dans l'agriculture. Alors que les firmes privées de Wenzhou, en 1985, n'ont apporté d'aide à l'agriculture que pour la somme minime de ... 6 yuans par hectare cultivé (Cheng, 1987), les entreprises collectives de Suzhou ont versé 450 millions de yuans de 1979 à 1984, soit en moyenne par an 245 yuans par hectare cultivé ! (Pan, Zhou, Zhu, 1985). Ces entreprises n'ont donc pas été pour peu dans l'élévation continue du niveau de vie paysan observé à Suzhou où le revenu par personne est passé de 157 yuans en 1978 à 706 yuans en 1985, dont 38 % provenant des industries rurales.

Si ces entreprises reversent ainsi 30 % de leurs bénéfices aux agriculteurs, c'est qu'en fait elles ne sont pas libres de leur gestion étroitement contrôlée par les autorités locales. L'effet bénéfique incontestable pour les agriculteurs a pour contrepartie une lourdeur de gestion, une fragilité financière des ateliers collectifs que tout le monde s'accorde à reconnaître. A Suzhou, 30 % des entreprises rurales étaient déficitaires, début 1986, alors que les bénéfices chutaient de moitié ... (Xue, 1986 ; Meng et al., 1986).

Ce problème n'est pas propre à la seule localité de Suzhou, il est commun à l'ensemble des entreprises collectives de cantons et de villages où règne la confusion des pouvoirs administratifs et économiques. Au niveau du canton, ce sont ainsi le plus souvent des cadres administratifs qui assument en même temps la direction des entreprises relevant de leur juridiction. La tentation est grande, alors, à la fois de multiplier ces entreprises pour gonfler le chiffre d'affaires et en même temps d'augmenter les revenus municipaux par des surcroûts de taxes (*tanpai*) sur ce même chiffre d'affaires et par les retenues (*tiliu*) opérées sur les bénéfices. Passe encore que les entreprises collectives fournissent ainsi l'essentiel des financements pour la réparation des routes, l'électrification des campagnes, ou l'entretien des écoles ... le problème est que les sommes détournées servent aussi à l'édification de luxueux bâtiments municipaux, à l'achat de voitures de fonction pour les cadres, etc. (Chen Qy 1986 ; Cao, 1986).

Il semblerait qu'en règle générale, les impôts prélèvent environ la moitié du bénéfice d'exploitation des entreprises du sud du Jiangsu (alors que plus de la moitié de celles de Wenzhou échappent au fisc...). Sur ce bénéfice net restant, la moitié serait encore reversée sous forme de retenues aux autorités locales pour l'aide à l'agriculture, les travaux d'infrastructure, etc. (Cheng, 1987). Il en résulte une baisse alarmante des capacités d'auto-financement des entreprises qui doivent se reporter de plus en plus sur le crédit pour se développer. L'auto-financement ne représentait plus que le tiers des investissements pour celles du Jiangsu en 1985 (Gu, 1986). Au niveau national en 1984, sur 12,8 milliards de bénéfices après impôts dégagés par les entreprises collectives de cantons et de villages, 2 milliards seulement pouvaient être réinvestis pour leur reproduction élargie. La même année, les prêts publics à ces entreprises s'alourdisaient de quelques 15 milliards de *yuan*s... (Zhou, 1986).

Le mode de gestion des entreprises collectives n'est donc pas étranger au problème financier posé par leur développement que nous avons déjà évoqué plus haut. Cette gestion en question reflète leur mode de propriété ambigu, au moins pour celles des cantons : propriété théoriquement "collective", est-elle celle des "gouvernements de canton" qui les administrent, celle du collectif théorique de tous les travailleurs, agricoles ou non, du canton, ou celle, plus délimitée, du collectif de leurs seuls employés ?

Par-delà les polémiques des théoriciens, il semble bien que les entreprises de canton ne se différencient guère, sinon par leur taille et leur plus grande ouverture au marché, des entreprises publiques. Les réformes que l'on tente afin d'"autonomiser" leur gestion, - partage proportionnel des bénéfices, remise contractuelle d'une somme fixe sur les bénéfices, ou responsabilité des profits et pertes... -, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux formules essayées dans les entreprises d'Etat (Pan, Zhou, Zhu, 1987). Certains proposent donc d'en venir à de vraies formules d'autogestion pour les dégager du carcan administratif : distribution du capital aux employés des entreprises, augmentation ultérieure de ce capital par création d'actions, choix démocratique des gestionnaires par la seule assemblée des actionnaires, etc. (Cao, 1986).

Il va sans dire que ces propositions se heurtent à l'opposition résolue du lobby des cadres de canton, qui, comme à Wuhu (Anhui) font valoir que l'essor de ces entreprises a été dû à leurs efforts, et qu'il ne pourra se poursuivre sans eux... (Yu, 1986). Et il est vrai que le développement de l'industrialisation rurale de ces dernières années reflète largement la reconversion des cadres locaux, qui, n'ayant plus guère à s'occuper d'une agriculture redevenue familiale, se sont dans leur majorité lancés dans les affaires (Oi, 1986).

Même si les entreprises collectives sont censées être régulées "à 80 %" par le marché (He, Li, 1985), leur étroite imbrication avec les administrations locales en font plus une extension, certes très particulière, de l'économie socialiste que la base potentielle d'un capitalisme rural autonome.

Le dilemme est donc réel entre le choix du modèle de Wenzhou, capitaliste, avec son dynamisme propre mais aussi sa faible propension à développer l'arrière-pays agricole et le modèle de Suzhou, "socialiste", offrant les chances d'un développement plus équilibré mais empêtré dans des difficultés de gestion, dans des problèmes de financement inextricables. Si la dernière formule bénéficie de l'avance acquise des anciennes industries communales, la première semble progresser. D'une part, les ateliers villageois, souvent concédés en sous-traitance, se "privatisent" de plus en plus. D'autre part, les ateliers familiaux eux-mêmes font leur percée dans le domaine industriel, même s'ils y demeurent encore minoritaires. Ainsi dans le delta de la Rivière des Perles, où

les entreprises collectives réalisent encore 90 % de la valeur des productions, les ateliers individuels qui groupent déjà le quart de la main-d'œuvre non-agricole progressent rapidement : les industries familiales, à Nanhai, croissent trois fois plus vite que les usines collectives qu'elles concurrencent dangereusement ... (Lu, 1986).

Si l'"encerclement des villes" par un capitalisme rural s'affirmant sans cesse davantage reste une image encore fort éloignée de la réalité, il n'est donc pas exclu que dans un avenir plus ou moins lointain elle ne devienne réalité ...

CONCLUSION

Alors, petites villes ou grandes villes, capitalisme rural ou économie socialiste ? La Chine est manifestement à la croisée des chemins.

Les réformes agricoles, en libérant la main-d'œuvre des exploitations redevenues familiales, en encourageant la multiplication des activités rurales non-agricoles, ont favorisé l'essor des grosses bourgades. C'est le fait majeur dans les campagnes chinoises au cours des trois dernières années.

Cet essor, même si l'on peut hésiter à le qualifier d'"urbain", a profondément modifié le paysage rural, avec la création, en cinq ans, de cinquante millions d'emplois non-agricoles, réduisant d'autant le sous-emploi qui sévissait dans les villages, sans pour autant le faire disparaître totalement.

La poursuite de cet essor demeure problématique. Si des emplois peuvent encore être créés, dans le secteur tertiaire des bourgs, l'avenir de l'industrie rurale n'est pas assuré, si ce n'est dans les régions développées de l'Est côtier de la Chine où elle se développe plus en osmose avec les grandes villes existantes qu'avec l'agriculture locale. D'une certaine manière, l'on peut se demander si le développement rapide, ces dernières années, du secteur non-agricole à la campagne, la multiplication des bourgades et petites villes, ne sont pas simplement un phénomène de rattrapage, après des décennies de contrôle freinant tout exode rural ou agricole.

Les espoirs officiels, placés dans la mise en place d'une "voie chinoise" d'urbanisation progressive, avec le développement prioritaire des petites villes et de l'industrie rurale, évitant l'exode rural massif et l'encombrement des grandes cités, ne sont donc pas totalement fondés. Il n'est pas exclu, si les contrôles policiers se relâchent plus encore, qu'un exode rural massif survienne dans les années à venir. Pour le moment, l'exode est surtout un "exode agricole", fait des allers et retours de travailleurs mixtes (paysans-ouvriers) allant s'employer dans les entreprises de cantons et de bourgades. L'exode rural est cependant déjà là : depuis 1982, dix millions de personnes migrent chaque année, en majeure partie vers les petites villes. Les grandes villes ne sont pas épargnées pour autant, où les travailleurs "temporaires" venus des villages pour s'employer dans les chantiers de construction, les emplois ménagers, etc. se font de plus en plus nombreux ⁽¹⁴⁾. Ils étaient, en 1986, un million à Pékin, 1,6 million à Shanghai (RMRB, 21 mai 1987 ; Banister, Woodard, 1987). Pour toute la Chine, ces paysans, encore officiellement domiciliés dans leur village, mais vivant en fait la majeure partie de l'année dans les grandes villes, étaient estimés à 6 millions en 1984, à 20 millions en 1985 ... (NCNA, 1985).

⁽¹⁴⁾ Pour une bonne description de la société urbaine chinoise contemporaine, lire Parish, Whyte, 1984. Ces mêmes auteurs ont fait le portrait de la société rurale chinoise à la fin des années 70, cf. Parish, Whyte, 1978.

Cette menace d'exode rural massif, pour n'être pas immédiate, ne laisse pas d'inquiéter les autorités car elle remettrait en question l'un des fondements du régime, la préservation des intérêts de classe des ouvriers et employés du secteur étatique urbain. Cette menace divise aussi bien les économistes, les responsables chinois, partagés sur le mode d'urbanisation souhaitable et les contrôles à apporter aux migrations de population. Ces économistes sont également partagés sur l'attitude à avoir vis-à-vis du développement, récent mais agressif, d'un petit capitalisme rural, fondé sur les ateliers et commerces familiaux, encore minoritaire mais qui concurrence parfois dangereusement les entreprises collectives.

Il y a là une somme de facteurs d'incertitude qui, combinés, ne permettent guère de se prononcer sur l'avenir de la Chine rurale, voire même sur le devenir du pays tout entier. Le meilleur reste à souhaiter : que, parallèlement à l'accélération mesurée de l'exode rural, une industrie rurale vigoureuse, affranchie des carcans administratifs, se fasse l'amorce d'un réel développement, non seulement des campagnes, mais de l'ensemble de l'économie. Le pire, malheureusement, ne peut pas être exclu, qu'il prenne la forme d'un essoufflement rapide de l'essor des entreprises rurales et des petites villes, d'un exode rural désordonné débouchant sur les maux urbains connus dans d'autres pays sous-développés, ou d'un retour des contrôles policiers bloquant au contraire toute évolution. Le pire, heureusement, n'est jamais certain ...

BIBLIOGRAPHIE

Sources Occidentales

AUBERT (C.), 1981 — "Temps de travaux agricoles et sous-emploi dans les campagnes chinoises", Rapport d'enquête en Chine rurale, Paris, INRA, pp. 14 et sq.

AUBERT (C.), 1982 — "Chine rurale : la révolution silencieuse", *Projet*, septembre-octobre, pp. 955-971.

AUBERT (C.), 1984 — "La Nouvelle politique économique dans les campagnes chinoises", *Le Courrier des Pays de l'Est*, juillet-août, pp. 3-32.

AUBERT (C.), 1985 — "Chine : le décollage alimentaire ?", *Etudes Rurales*, juillet-décembre.

AUBERT (C.), 1986 a — "La baisse des récoltes de grains en 1985, un échec ou une transition ?", *Aujourd'hui la Chine*, juin, pp. 11-13.

AUBERT (C.), 1986 b — "Les réformes agricoles, ou la genèse incertaine d'une nouvelle voie chinoise", *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre (numéro spécial "Les réformes en Chine"), pp. 727-754.

BANISTER (J.), WOODARD (K.), 1987 — "A Tale of new Cities, rapid urbanization is changing the contours of the China Market", *The China business Review*, mars-avril, pp. 12-21.

BUCK (J.L.), 1937 — *Land utilization in China*, University of Nanking, p. 302.

CHAN (Kam Wing), XU (Xueqiang), 1985 — "Urban population growth and urbanization in China since 1949 : reconstructing a baseline", *The China Quarterly*, december, pp. 583-613.

GEERTZ (C.), 1963 — *Agricultural Involution, the processes of ecological change in Indonesia*, University of California Press, Berkeley.

HAUSER (P.M.), GARDINER (R.W.), 1980 — *Urbanization, urban growth and intermediate cities, trends and prospects*, Honolulu, cités in ARMSTRONG et McGEE, "Les Villes du Tiers-Monde", *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre, pp. 830.

HO (P.S.), 1986 — *The Asian experience in rural nonagricultural development and its relevance for China*, The World Bank, Washington, pp. 4-7.

KIRBY (R.J.R.), 1985 — *Urbanization in China : town and country in a developing country, 1949-2000 AD*, New York, Columbia University Press.

LITTLE (I.M.D.), 1987 — "Small Manufacturing Enterprises in Developing Countries", *The World Bank Review*, Vol. 1, n° 2, 1987, pp. 203-235.

NCNA, 1985 — *New China New Agency*, 15 décembre 1985, citée in BBC, *Survey of World Broadcasts, Far East*, W 1370.

OI (J.C.), 1986 — "Commercializing China's Rural Cadres", in *Problems of Communism*, septembre-octobre, pp. 1-15.

Sources Chinoises

Abréviations des Sources Chinoises

Revues et périodiques

CMJJ : *Caimao Jingji* (Economie financière et commerciale)

CZ : *Caizheng* (Finances)

JGLYSX : *Jiage Lilun Yu Shixian* (Théorie et pratique des prix)
JJDL : *Jingji Dili* (Géographie économique)
JJYJ : *Jingji Yanjiu* (Recherches économiques)
NCJR : *Nongcun Jinrong* (Finances rurales)
NMRB : *Nongmin Ribao* (Quotidien des paysans)
NYJJWT : *Nongye Jingji Wenti* (Problèmes d'économie agricole)
NYJSJJ : *Nongye Jishu Jingji* (Economie des techniques agricoles)
RKYJ : *Renkou Yanjiu* (Recherches démographiques)
RKYJJ : *Renkou Yu Jingji* (Démographie et économie)
RMRB : *Renmin Ribao* (Quotidien du peuple)
ZGNCJJ : *Zhongguo Nongcun Jingji* (Economie rurale de la Chine)
ZGSHKX : *Zhongguo Shehui Kexue* (Sciences sociales en Chine).

*Annuaire*s

NYNJ : *Zhongguo Nongye Nianjian* (Annuaire agricole de la Chine)
TJNJ : *Zhongguo Tongji Nianjian* (Annuaire statistique de la Chine)

- CAI Long, 1985 — NYJJWT, n° 7, pp. 4-8.
CAO Guoying, 1986 — NYJJWT, n° 12, pp. 18-21.
CHEN Qingyu, 1986 — NYJJWT, n° 6, pp. 40-42.
CHEN Sheng, 1986 — NYJJWT, n° 10, pp. 12-15.
CHEN Zheng, 1986 — NYJJWT, n° 12, pp. 28-31.
CHENG Shulan, 1987 — NYJJWT, n° 1, pp. 17-20.
DENG Yiming, 1985 — NYJJWT, n° 12, pp. 23-27.
FEI Xiaotong, 1985 — NYJJWT, n° 3, pp. 3-5.
FEI Xiaotong, Ed., 1986 — *Xiao Chengzhen, Da Wenti* (Petites villes, grands problèmes) et *Xiao Chengzhen, X Kaituo* (Petites villes, nouveaux développements), Presses du Jiangsu, 1984 et 1986, 387 p. et 385 p.
GU Songnian, 1986 — NYJJWT, n° 5, pp. 15-17.
GUO Liansheng et al., 1985 — NYJSJJ, n° 5, pp. 39-42.
GUO Shutian et XIA Kuanrong, 1986 — ZGNCJJ, n° 12, p. 22.
HE Junwei et LI Xiangang, 1985 — NYJSJJ, n° 11, pp. 13-15.
JIN Xiaoyu, 1986 — NYJJWT, n° 3, pp. 30-32.
KE Binsheng, 1986 — NYJJWT, n° 2, pp. 59-62.
LI Hongru et al., 1985 — NYJJWT, n° 7, pp. 12-15.
LI Junkai, SHEN Liqing et CHEN Guangyou, 1985 — NYJSJJ, n° 5, pp. 20-24.
LI Qingzeng, 1986 a — NYJJWT, n° 10, pp. 8-11.
LI Qingzeng, 1986 b — ZGNCJJ, n° 12, pp. 18-21.
LI Renxu, 1986 — NYJJWT, n° 4, pp. 8-12.
LI Yuzhu, 1986 — Rapport inédit sur les coûts de production des grains en Chine, Beijing, Agricultural Economics Institute, Chinese Academy of Agricultural Sciences, juillet 1986, pp. 12-14.
LIU Fuchen et GUO Weiguo, 1985 — RKYJ, n° 6, pp. 17-18.
LIU Guangyu et SONG Peiqin, 1985 — NYJSJJ, n° 6, pp. 30-32.

- LIU Zhengpeng, 1987 — NYJSJJ, n° 1, pp. 22-24.
- LU Yejian, 1986 — NMRB, 20 octobre 1986.
- MA Yongwei, 1987 — NCJR, n° 9, p. 5.
- MEI Liangdong, 1985 — CMJJ, n° 8, pp. 51-53.
- MENG Xiande et al., 1986 — NMRB, 16 octobre 1986.
- NYSC, 1984 — *Nongye Jishu Jingji Shouce* (Manuel d'Economie des Techniques Agricoles, Beijing, Editions Agricoles, 1984, pp. 642-644.
- PAN Shui, ZHOU Yaozhong et ZHU Huaming, 1985 — NYJJWT, n° 8, pp. 17-19.
- PAN Shui, ZHOU Yaozhong et ZHU Huaming, 1987 — ZGNCJR, n° 3, pp. 23-27.
- SHEN Liren, 1985 — NYJJWT, n° 2, pp. 19-22.
- SONG Guoqing, 1985 — NYJJWT, n° 7, pp. 9-11.
- TANG Tianhua et ZHOU Jiaxiang, 1987 — JGLLYSX, n° 1, p. 17.
- WANG Xiangming, 1985 — JJYJ, n° 2, pp. 16-21.
- WEI Jinsheng, 1985 — RKYJ, n° 6, pp. 28-35.
- WU Tongquan, 1985, NYJJWT, n° 3, pp. 49-51.
- XIE Cheng et SHI Xiangyun, RKYJ, n° 6, pp. 36-38.
- XINHUA (Agency) 1986 (26 june), citée in BBC, *Survey of World Broadcasts*, Far East, W, 1936.
- XU Tianxi et YE Zhenche, 1985 — RKYJ, n° 5, pp. 16-20.
- XUE Fong et ZHAO Changzhi, 1985 — NYJSJJ, n° 9, pp. 38-40.
- XUE Jiaji, 1986 — NYJJWT, n° 4, pp. 4-7.
- YAN Jiushi et HAN Cao, 1986 — NYJJWT, n° 3, pp. 26-29.
- YU Shangdi, 1986 — NYJJWT, n° 12, p. 23.
- YUAN Baojian, 1985 — NYJJWT, n° 10, pp. 41-45.
- ZGMYWJ, 1984 — *Zhongguo Maoyi Wujia Tongji Ziliao, 1952-1983* (Matériaux statistiques sur le Commerce et les Prix en Chine, 1952-1983), Editions statistiques, Beijing, 1984, p. 21.
- ZHANG Gensheng et al., 1986 — NMRB, 11 octobre 1986.
- ZHANG Gensheng, WANG Changbai et WANG Zhimin, 1987 — NMRB, 18 février 1987.
- ZHANG Yulin, 1985 — JJYJ, n° 1, pp. 12-18.
- ZHEN Weimin, YE Kel et CHEN Guang, 1985, NYJJWT, n° 4, pp. 43-46.
- ZHENG Zonghan, 1983 — ZGSHKX, n° 4, pp. 119-136.
- ZHOU Chengiong, 1986 — NYJJWT, n° 5, pp. 22-24.
- ZHOU Ping et HAN Zhencai, 1985 — NCJR, n° 5, pp. 25-28.
- ZHOU Yibao, 1985 — NYJJWT, n° 3, pp. 44-46.
- ZHOU Yixing, 1984 — JJDL, n° 2, p. 119.
- ZOU Huifeng, WANG Guoxiang, ZHAO Fabao, 1985 — NYJSJJ, n° 10, pp. 23-25.